

## La musique pop à l'heure de la mondialisation



À gauche, Groovy Aardvark: Marc-André Thibert, Vincent Peake, Danny Peake et Martin Dupuis. Au centre, Luck Mervil, de Rude Luck. À droite, Grim Skunk: Peter Edwards, Boris St-Maurice, Franz Schuller, Alain Vadeboncoeur et Joe Evil.

# Une relève rock planétaire... et bilingue



Alain Brunet

Nous vous présentons aujourd'hui le premier d'une série de quatre reportages consécutifs sur la musique pop face à la mondialisation de la culture.

**V**incent Peake est le chanteur de Groovy Aardvark, formation rock et alternative d'ici, parmi les plus prometteuses. Une des rares qui puisse prétendre bonder ses salles au Québec en ces temps difficiles pour notre showbiz.

Groovy Aardvark est d'expression bilingue et d'appellation anglaise; le contenu du nouvel album (*Vacuum*) comporte quatre chansons francophones... sur quatorze. Vincent Peake admet pourtant avoir voté OUI au dernier référendum portant sur la souveraineté du Québec!

Antinomique? À l'image d'une tendance, à tout le moins.

« Je suis nationaliste, mais le Québec est un trop petit marché pour notre musique. Et nous ne pouvons compter sur la France pour faire carrière. Là-bas, on a du mal à se faire comprendre; nos chansons en français sont exprimées en joual. Or, le joual va très bien avec le rock; c'est une langue bizarre et unique. »

N'en demeure pas moins que l'on doit considérer les québécois les plus savoureux de Groovy Aardvark comme l'ornement... d'une approche anglo-saxonne. Et ce groupe est loin d'être le seul à proposer un tel contenu bilingue. Pour constater l'ampleur du phénomène, vous n'avez qu'à assister aux concerts de la ronde préliminaire du Festival Polliwog, plate-forme par excellence de la relève rock et alternative, présentés chaque mardi au Café Campus.

« Depuis trois ans, environ 70 % des bandes-maquettes proposées au Polliwog sont de contenu anglophone. Dans le 30 % qui reste, plusieurs sont bilingues, bien que le français ait tendance à reprendre du poil de la bête depuis tout récemment », observe Martyne Prévost, fondatrice de l'événement désormais associé à Radio Énergie

(CKMF) et Musique Plus. Cette proportion français / anglais (disproportion?) n'est pas à la veille d'être inversée, prévoit-elle par ailleurs, avant de légitimer la démarche des groupes qu'elle endosse. « Je n'ai jamais senti qu'ils refusent de créer du matériel francophone. Ils craignent plutôt de ne pas percer en optant pour les genres de rock qu'ils préfèrent. »

### L'accès aux ondes radiophoniques

Pour Martyne Prévost, donc, le choix de l'anglais chez les groupes alternatifs résulte d'abord d'un refus de l'accès aux ondes. « Il y a quatre ans, relate-t-elle, c'était tout à fait impensable de fonder un groupe francophone dans l'esprit de Soundgarden et d'espérer une radiodiffusion décente. Maintenant c'est plus envisageable. Nous en sommes aux premiers balbutiements, mais il y a plus d'espoir pour que le produit francophone alternatif ou rock puisse tourner à la radio. »

« Notre réalité culturelle est bilingue à Montréal, qu'on le veuille ou non, tranche Martyne Prévost. Pour un groupe, je ne vois pas de problème à envisager deux types de carrières. Une ici en français et une ailleurs en anglais. »

La prédominance de l'anglais est aussi le cas de Grim Skunk, l'autre groupe-phare du nouveau rock montréalais, dont le dernier album s'intitule *Meltdown*. Deux chansons sur seize y sont entièrement écrites en français.

« Nous visons la planète dans sa globalité », soutient Franz Schuller, chanteur et guitariste du groupe. « Plutôt que de se faire brûler par un tube radiophonique, je préfère vendre quelques dizaines de milliers d'albums dans chaque ville importante du monde que de se concentrer sur un seul territoire », corrobore Simon Galipeau, manager du groupe Grim Skunk.

« Notre choix linguistique est aussi représentatif de ce que nous sommes, tient à préciser Franz Schuller; Peter Edwards et Joe Evil, les deux autres compositeurs, sont vraiment anglo-saxons, et moi je suis de culture vraiment bilingue (mes parents proviennent des deux cultures); lorsque j'écris, je me laisse aller dans la langue qui vient naturellement. Il me faut rester honnête avec moi-même. »

Le groupe de rock dur Oblivion, par ailleurs, interprète aussi quelques chansons en français; le gros du répertoire est anglophone. BARF, le plus corrosif d'entre tous, est aussi bilingue d'adoption.

### La langue du nouveau rock

Contrairement à ce qui était observable à l'époque de la vague



Rude Luck: Éric Brassard, Frédéric Thivierge et Michel Gagnon entourant Luck Mervil et Rudy Toussaint.

post-référendaire d'il y a dix ans (au milieu des années 80, tous les groupes pop de Montréal s'exprimaient en anglais), les nouveaux rockeurs ne font pas unilatéralement défection quant au fait français; Monsieur Toad, Slam Corrida, Féroc FÉTA, les Secrétaires Volantes, Banlieue Rouge ou TSPC misent exclusivement sur un répertoire interprété dans la langue officielle du Québec.

D'autres formations optent pour un deuxième album en anglais après en avoir lancé un premier en français. Anonymus, groupe métal francophone formé en bonne partie par de jeunes hispanophones éduqués en français, se propose d'enregistrer un deuxième album dans la langue de Shakespeare. Rude Luck, formation pop au personnel multiculturel, vient aussi d'enregistrer un album en anglais — *Two*. Le groupe Too Many Cooks, de son côté, effectue le cheminement inverse, prévoyant faire un disque en français. Ses membres ont fait un tel choix, voyant une ouverture récente du côté de la radio FM francophone.

### «Une période incroyable»

« Nous sommes nés de la dernière pluie, lance Luck Mervil, chanteur du groupe Rude Luck. Nous traversons une période incroyable. Tout se passe très rapidement, plusieurs créateurs de mon âge (la vingtaine) sont branchés sur Internet. Chez soi, on peut savoir ce qui se passe partout dans le monde. Ce monde s'est passablement rétréci dans notre imaginaire. »

Cette fenêtre sur l'univers mène Luck Mervil et ses collègues à s'exprimer dans plus d'une langue: « Ailleurs, indique-t-il, les jeunes groupes pop font comme nous; Français, Italiens, Allemands et autres chantent dans leur langue, mais aussi en anglais. »

La mondialisation des cultures ne signifie pas la perte de l'identité, croit en outre Luck Mervil. « On se mondialise et, en même temps, on prend davantage conscience de nos cultures respectives. Il y a 40 ans, un gars a brûlé son passeport, se déclarant citoyen du monde et incitant tout le monde à faire comme lui. La démarche, à l'époque, était illusoire. Aujourd'hui, elle est envisageable. » Pour ainsi vivre de leur musique, Groovy Aardvark, Grim Skunk, Rude Luck et

plusieurs jeunes artistes de la communauté pop-rock refusent d'admettre le « cross-over », dénominateur obligatoire à tout artiste québécois qui veut obtenir un succès de masse sur ce territoire. Marjo et Gerry Boulet, rockeurs de la première heure, ne se sont-ils pas rendus célèbres en diluant leur rock ?

« Sauf ceux de Kevin Parent, Daniel Bélanger et Noir Silence, les disques francophones se vendent peu au Québec, observe pour sa part André Di Cesare, propriétaire des disques Star (Too Many Cooks, André Gagnon, autrefois Roch Voisine, etc.). »

### L'usure rapide des artistes

« Les nouvelles communications, dit-il, usent plus rapidement les artistes; l'arrivée d'Internet dans votre foyer ou d'une soucoupe sur votre toit, ou d'un nouveau système de câblodistribution, ça vous donne envie d'aller voir ailleurs. »

« Au Québec, remarque-t-il d'autre part, il n'y a pas assez de diversité au niveau des formats radiophoniques. Ce qui fait que, même en anglais, pas plus qu'une dizaine de produits se vendent vraiment. »

Pierre Gendron, à la tête des disques TOX (Mitsou, les défunts B.B.) déplore la méadaptation du produit d'expression francophone quant aux nouvelles tendances pop émergeant de par le monde: « La majorité des bandes-maquettes qu'on me soumet en français sont... plates! Voilà pourquoi, dans les mois qui viennent, je lancerai cinq albums en anglais, et cinq en français. J'aime mieux en faire un bon en anglais qu'un plate en français. » Et paf.

« Depuis plusieurs mois, tout ce qu'on me propose est supérieur en anglais. J'ai vraiment un problème; dois-je lancer un groupe en anglais ou le convaincre de chanter en français? » s'interroge Ian Tremblay, ex-patron de BMG-Québec, qui vient de fonder un nouveau label indépendant, Sansoi. Et repaf.

### Les deux Québec

Si on n'arrive pas à concocter une pop sophistiquée qui fait la quasi-unanimité comme c'est le cas de Daniel Bélanger ou de Kevin Parent, si on ne fait pas dans la pop-rock comme notre Marjo nationale, si on ne se nomme pas Michel Rivard, Richard Séguin, Richard Desjardins, Gilles Vigneault, Jean-Pierre Ferland ou Paul Piché, si on ne soude pas des rimes françaises au hard-rock de la fin des années 80 comme le font Noir Silence ou Eric Lapointe, peut-on espérer vivre de son art pop au Québec ?

Le groupe Noir Silence, l'un des trois plus gros vendeurs de disques au Québec depuis le début de 1996 (on dépasse les 60 000 exemplaires), est un exemple de produit dont l'approche se destine essentiellement aux francophones d'Amérique, pour l'instant du moins. Le premier disque de la formation beauceronne s'est vendu principalement en dehors de Montréal et de Québec.

« Dans une proportion d'au moins 75 % », croit Martyne Prévost, manager du groupe et propriétaire de l'étiquette qui l'endosse. Ce qui renforce l'idée des deux Québec: un rural, plus proche de ses racines culturelles, et un autre urbain, plus « planétaire » et moins soucieux de l'avenir du français.

« Ce qui se passe en ce moment ? Les artistes en place souffrent d'usure, pense André DiCesare. Les plus jeunes ne peuvent tenir plus de trois albums, pendant que le public baby-boomer s'efface progressivement. Les jeunes ne pigent plus les vieux, et ça n'a rien à voir avec la qualité du produit. »

« Cela n'est pas sans rappeler le début des années 80, où l'on a fait disparaître les québécois et revampé nos macramés en artistes plus rock. Nous vivons de nouveau une transition. »

Demain : S'adapter aux marchés étrangers ?

# Éditorial

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS  
PRÉSIDENT DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION

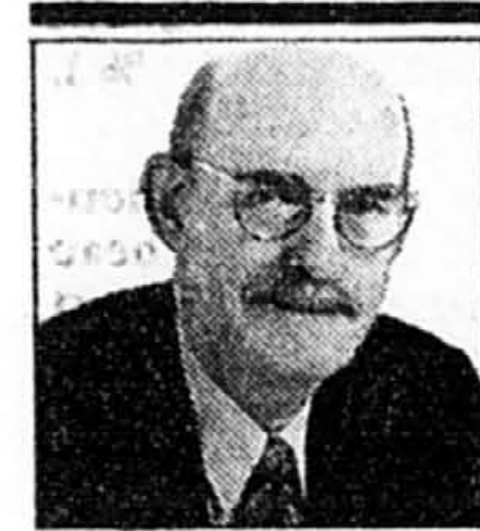
ROGER D. LANDRY  
PRÉSIDENT  
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON  
ÉDITEUR ADJOINT

MARCEL DESJARDINS  
DIRECTEUR DE L'INFORMATION  
ALAIN DUBUC  
ÉDITORIALISTE EN CHEF

## La fin d'une lune de miel

**L**e premier ministre Lucien Bouchard l'a reconnu lui-même, cette semaine, à la télévision : sa période de grâce auprès des Québécois, qui lui prêtaient toutes les qualités au moment de son arrivée au pouvoir, semble bien tirer à sa fin. Il était inévitable, explique-t-il, qu'il devienne la cible de la mauvaise humeur provoquée par le régime d'austérité que, dans l'intérêt général, il est forcé d'imposer à plusieurs catégories de citoyens.



Pierre Gravel

À ce propos, il a tout à fait raison. Il était couru d'avance que le consensus autour de quelques grands principes et objectifs généraux, comme la nécessité d'un effort collectif pour éliminer le déficit ou réduire la taille de l'État, ne pourrait résister longtemps au syndrome « pas dans ma cour ». Son principal mérite, depuis son entrée en fonction, aura d'ailleurs été de ne pas se contenter, comme ses prédécesseurs, d'évoquer ce problème, mais plutôt de s'y attaquer sérieusement. Et, grâce au capital de

crédibilité dont il disposait au départ, de sauver la paix sociale, du moins jusqu'à maintenant, en contenant la grogne de plusieurs groupes dans des limites raisonnables.

On doit aussi reconnaître qu'en dépit de son accession presque accidentelle à la tête d'un parti, dont il n'était même pas membre il y a un an, et d'une équipe ministérielle déjà en place, il n'a pas mis beaucoup de temps à

imposer son style et son autorité. À preuve, si, depuis six mois, on a pu observer des tiraillements normaux à l'intérieur d'un gouvernement aux prises avec des choix déchirants, on n'a vu personne dévier délibérément de la ligne de conduite fixée par le chef. Même lorsqu'on a dû bifurquer à cause de virages à quatre-vingt-dix degrés découlant de l'improvisation ou des changements d'humeur du premier ministre.

C'est d'ailleurs là une des causes majeures de ce malaise que commence à percevoir M. Bouchard et dont il tente d'esquiver sa part de responsabilité en l'imputant uniquement au mécontentement créé par un climat économique difficile. Comme dans toute lune de miel qui s'accommode mal du contact quotidien avec la réalité, les torts ne peuvent pas tous être du même côté et c'est généralement celui qui estime avoir toujours raison qui devrait commencer par se poser des questions sur son comportement.

En fait, après l'avoir accueilli comme un héros sans peur et sans reproche, les Québécois ont découvert à l'usage que Lucien Bouchard a les défauts de ses qualités. Et elles sont grandes. Or c'est manifestement sa passion, sa détermination d'arriver vite à des résultats qui expliquent non pas seulement son impatience, sa tendance à tourner parfois les coins ronds et ses déclarations fracassantes. Mais également la précipitation dont témoignent des projets annoncés comme s'ils étaient déjà bien ficelés mais qui doivent être vite modifiés compte tenu des difficultés concrètes de réalisation qu'on aurait dû prévoir.

Ce n'est tout de même pas parce que les gens sont moroses face au virage ambulatoire ou au dernier budget qu'ils ne savent plus quoi penser devant certains de ses propos. Comme ses réactions contradictoires sur la pré-

sente conférence fédérale-provinciale ; ou le malheureux « oublié » qui l'a amené à nier que les Américains l'ont interrogé sur la souveraineté ; ou encore sa main tendue à la communauté anglophone peu avant d'acheter la paix avec le PQ en ressuscitant la fameuse « police de la langue ».

Où qu'ils s'interrogent sur le sérieux d'un gouvernement qui fait grand état de la création d'un super-ministère consacré à la région de Montréal sans lui donner de réels pouvoirs. Ou qui doit refaire tous ses devoirs en matière de réforme des garderies, d'assurance-médicaments, d'équité salariale, de compressions dans l'aide sociale ou de commissions scolaires linguistiques.

**Malgré certains cafouillages, le bilan des six premiers mois de Lucien Bouchard est bien loin d'être négatif.**

Malgré ces cafouillages, le bilan des six premiers mois de M. Bouchard comme premier ministre est bien loin d'être négatif. Ne serait-ce que sur le plan essentiel de la lutte contre le déficit et du meilleur contrôle des dépenses publiques. Il peut même soutenir avantageusement la comparaison avec la plupart de ceux qui l'ont précédé depuis vingt ans.

Mais le grand danger pour lui, c'est que la déception soit à la mesure des énormes espoirs qu'il a suscités en apparaissant comme un messie capable de faire des miracles. Et le pire qui puisse arriver, c'est que ni lui ni les Québécois ne puissent se faire rapidement à l'idée qu'il n'en est pas un.

## Histoire à suivre

**D**e la maternelle jusqu'à la fin du cégep, un élève Québécois aura passé moins de 300 heures à étudier l'histoire. C'est trois fois moins qu'un jeune Italien. Et presque deux fois moins qu'un Français ou un Allemand.

Cet éloquent constat provient du rapport du groupe de travail sur l'enseignement de l'histoire, rendu public jeudi. Le diagnostic n'a rien de réjouissant. Ce n'est pas neuf. Mais cette critique a le mérite de s'appuyer sur des données peu connues. Et de proposer un traitement de choc qui, espérons-le, sera retenu.

Le seul rappel de l'évolution de l'enseignement de l'histoire vaut le détour. Le rapport retrace une hallucinante série de virages idéologiques, entre l'époque où l'on enseignait la « protection visible de la Providence sur la survivance de notre nation » et celle où l'on a opté plutôt pour la « pluridimensionnalité et la temporalité de l'homme en action. »

Pendant que les pédagogues s'ingéniaient à réinventer la roue, le poids de l'histoire sur la grille horaire des élèves devenait de plus en plus léger. Il y a même eu des périodes où l'on pouvait passer à travers tout le cours secondaire sans avoir jamais touché à l'histoire du Canada.

Ce n'est plus le cas. Mais de grosses lacunes demeurent. Outre le manque de temps, les auteurs du rapport déplorent que l'histoire, soit enseignée de façon sporadique. Si bien que des jeunes de 13 ans doivent couvrir toute l'histoire du monde, du Big Bang jusqu'à aujourd'hui, pendant une seule année scolaire. Un exploit.

Le seul cours d'histoire contemporaine, celui qui est offert en secondaire V, est optionnel. À peine un élève sur dix s'y inscrit. Or, c'est là que l'on étudie les grands événements du 20<sup>e</sup> siècle. Résultat : neuf élèves sur dix quittent l'école sans avoir jamais entendu parler de Mao, Hitler ou Staline. En même temps, le rapport met le doigt sur un autre bobo, tout aussi douloureux : la formation déficiente des professeurs d'histoire.

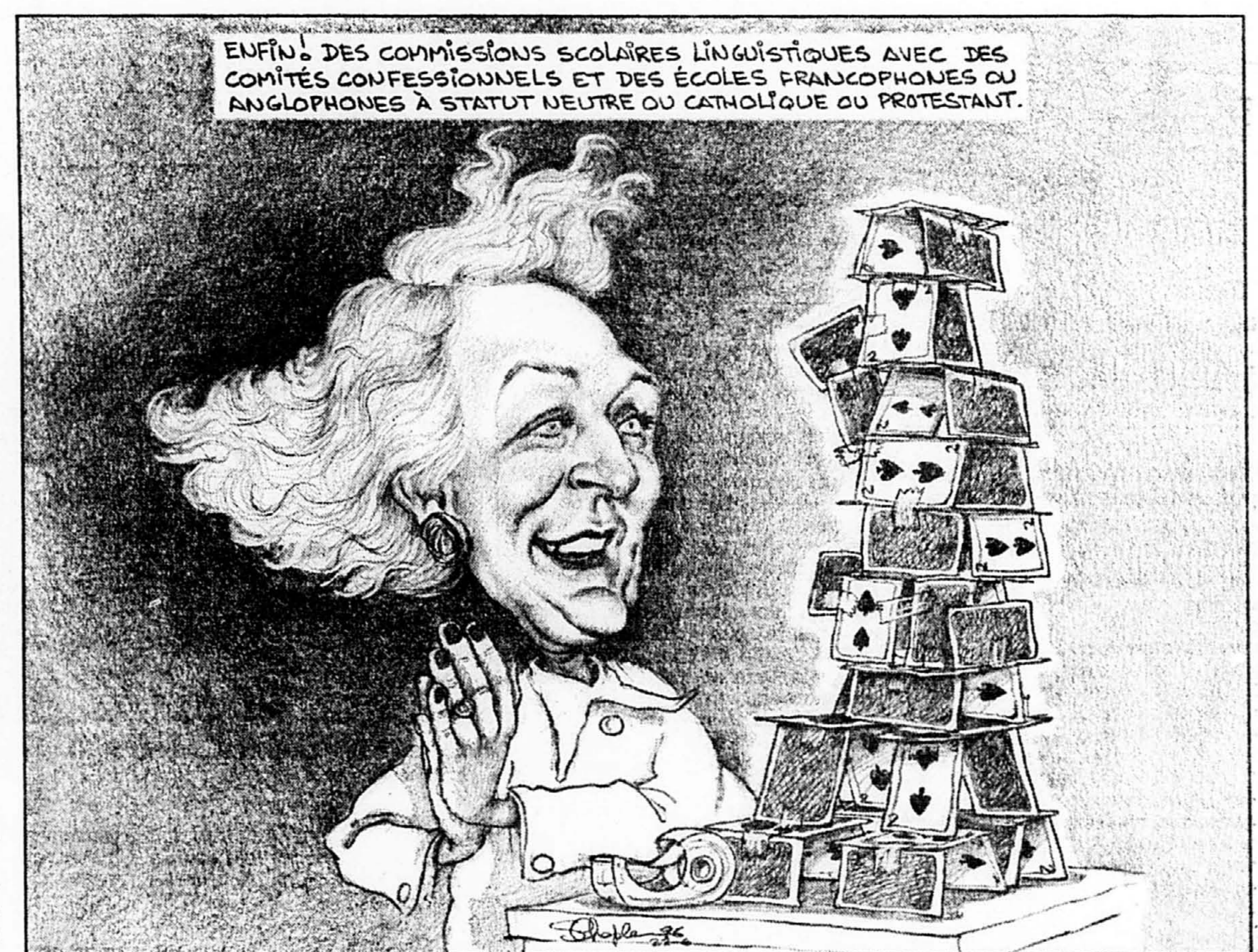
**Il faudra avoir le courage d'affirmer que l'histoire est une discipline fondamentale, au même titre que le français.**

Pas étonnant, donc, que les jeunes Québécois soient de véritables analphabètes historiques qui, comme l'avait constaté l'ex-ministre Garon lui-même, prennent Néron pour un chanteur italien. Ou qui situent la crise d'Octobre à l'époque de la Deuxième Guerre mondiale, comme le notait récemment le magazine *L'Actualité*.

Pour corriger la situation, l'histoire devrait être enseignée chaque année, de la maternelle jusqu'en secondaire V, comme cela se fait dans la plupart des pays occidentaux, suggèrent avec raison les auteurs du rapport. Sauf que le calendrier scolaire n'est pas extensible à l'infini. Ce qu'on ajoutera à l'histoire, il faudra le couper ailleurs. On imagine d'ici la résistance qui risque de se manifester chez les professeurs de FPS (formation personnelle et sociale) et autres matières mineures.

L'histoire de l'histoire se poursuivra devant les États généraux de l'éducation, qui doivent déboucher sur de nouveaux programmes d'enseignement. C'est là que se feront les nouveaux équilibres entre les matières, avec tous les risques de tiraillements que cela implique.

Pour éviter que les rivalités ne refoulent une fois de plus l'histoire vers un statut de « petite matière », il faudra avoir le courage d'affirmer que l'histoire est une discipline fondamentale, au même titre que le français et les mathématiques. Que pour comprendre le monde dans lequel ils vivent, pour décoder les bulletins de nouvelles et les discours des politiciens, les jeunes doivent être capables de se situer dans le temps. Qu'il est impossible d'intégrer les immigrants à une société qui méprise sa propre histoire au point de n'en transmettre que des bribes. Plus que ça : que l'histoire, c'est un outil d'intégration de tous les Québécois, de souche, de branche ou de feuille, à la réalité, proche ou éloignée, qui est la leur.



DRÔTES RÉSERVÉS

LA PRESSE ET VOUS

## La CECM est en colère

**La Commission des écoles catholiques de Montréal est en colère contre le traitement qu'elle reçoit, depuis quelques mois, de *La Presse*, comme en fait foi la lettre ci-contre signée par le président de la CECM, Me Michel Pallascio, et quatre cosignataires représentant les parents, les directeurs d'écoles et les cadres.**

Effectivement, la CECM n'a pas été ménagée par quelques manchettes de *La Presse*. Il faut reconnaître qu'il s'agissait de titres-chocs qui, voulant résumer en quelques mots le contenu des articles reliés à ces sujets, ont pu dramatiser encore davantage les situations décrites par la journaliste Michèle Ouimet.

La CECM dénonce l'approche journalistique de *La Presse*, son sensationnalisme et même « la malhonnêteté professionnelle et intellectuelle » de notre journal. Ce sont là de graves accusations qui mettent en cause la crédibilité de notre quotidien et de sa journaliste affectée au secteur de l'éducation.

La CECM est la plus importante commission scolaire du Québec avec ses quelque 90 000 élèves, ses 250 écoles, ses 20 000 employés professionnels et de soutien, son budget de 625 millions. C'est donc une administration publique majeure et il va de soi que tous ses faits et gestes soient scrutés à la loupe, comme toute organisation publique qui a des comptes à rendre directement aux contribuables et, à plus forte raison, aux parents qui envoient leurs enfants dans ses écoles.

Qu'y a-t-il de plus important pour les parents que les résultats scolaires de leurs enfants ? Tous les faits relatés par notre journaliste au regard de la « performance » de la CECM proviennent de documents publics, soit de la Commission elle-même, soit du ministère de l'Éducation. Si des faits relatés sont faux ou incorrects, *La Presse* est toujours disposée à apporter les correctifs nécessaires ou les précisions requises. C'est une question d'équité.

La CECM peut s'en prendre aux interprétations qui ont été données aux chiffres sur les résultats scolaires à la CECM. C'est le rôle d'un journaliste que de faire ressortir les éléments principaux qui lui apparaissent d'intérêt public, à partir d'une masse d'informations mise à sa disposition.

La Commission des écoles catholiques de Montréal vit une situation unique. Le phénomène du décrochage scolaire, le degré élevé de pauvreté dans certains quartiers, la présence massive d'allophones sont autant de phénomènes qui influencent les résultats scolaires de ses élèves, par rapport aux autres commissions scolaires du Québec. Nous avons fréquemment fait mention de ces raisons dans nos reportages sur la CECM. Encore aujourd'hui, dans ce même cahier, Michèle Ouimet explique le phénomène des doubleurs au Québec.

Dans leur lettre, les dirigeants scolaires écrivent : « *La Presse* semble davantage préoccupée à régler des comptes avec la CECM qu'à jouer son rôle social de soutien à l'éducation ». *La Presse* est préoccupée de révéler la vérité afin d'informer adéquatement ses lectrices et ses lecteurs qui habitent majoritairement sur le territoire montréalais.

*La Presse* a aussi un rôle social de

soutien à l'éducation. C'est dans cet esprit que notre institution a appuyé la démarche promotionnelle de la CECM à l'occasion de son 150<sup>e</sup> anniversaire et qu'elle s'est associée tout récemment à l'Expo-Sciences de la CECM, notamment.

*La Presse* n'est pas en guerre contre la CECM mais, comme le reconnaissent eux-mêmes les cosignataires, « il est de la responsabilité d'un journal d'informer la population avec justesse ». Ce travail d'information n'est pas facilité lorsque, entre le 27 mai et le 18 juin, la CECM a refusé à quatre reprises des demandes d'entrevues de notre journaliste avec le président Michel Pallascio et refusé trois autres demandes d'informations ou d'autorisation d'aller dans des écoles de la CECM pour obtenir le point de vue des enseignants et des élèves, notamment sur le redoublement.

La CECM est actuellement en crise politique, en crise d'image, en crise de crédibilité. La démission de son vice-président, M. Benoît Bessette, en est la toute dernière illustration.

Si *La Presse* juge sévèrement ce qui se passe à la CECM, c'est en raison de son importance capitale comme éducatrice publique. Si les méthodes et les façons d'agir de ce corps public peuvent être remises en cause, jamais il n'a été dans nos intentions de dénoncer le travail individuel qu'y effectuent directeurs et enseignants qui ont une tâche colossale à accomplir.

Madame Ouimet est une journaliste professionnelle, consciencieuse, travaillant, critique. Elle a le souci de l'information complète. Elle mérite le respect et la confiance de ses supérieurs.

Claude MASSON  
Éditeur adjoint

# La chaise à moitié vide

Tous les sondages le montrent, la politique de la chaise vide ne plaît pas aux Québécois, qui savent que les absents ont toujours tort. Voilà qui suffisait à expliquer la présence de Lucien Bouchard à la conférence des premiers ministres à Ottawa.

C'était la première fois depuis Meech que le premier ministre du Québec participait à un tel exercice. On a vu, avec le gâchis de Charlottetown, ce que l'absence systématique de Robert Bourassa a coûté au Québec.

Hélas, c'est à reculons que M. Bouchard a pris le chemin d'Ottawa, et sa chaise aura finalement été à moitié vide, puisque le Québec continuera à faire bande à part — même sur des sujets comme les politiques de santé, où toutes les provinces font pourtant face aux mêmes problèmes, de même d'ailleurs que leurs citoyens. Il n'y a pas beaucoup de différence entre un poumon albertain et un poumon québécois.

Il n'y avait pas de réforme constitutionnelle sérieuse sur la table, c'est entendu — il n'y en avait pas, parce qu'il ne peut pas y en avoir — mais enfin, quelle était l'idée de quitter la salle dès l'instant où le mot « constitution » serait prononcé ?

La plupart des autres premiers ministres ne veulent pas en entendre parler non plus, et de toute façon, ils ne s'entendent pas entre eux. En quoi une ultra-brève discussion sur le sujet, en présence de M. Bouchard, aurait-elle menacé le Québec ?

J'entendais hier certains analystes dire, l'air accablé, que cette conférence montrait que jamais le fédéralisme ne pourrait être renouvelé (sur la base exclusive des revendications du Québec, cela va sans dire)... comme s'ils venaient de découvrir cette réalité pourtant évidente.

On voit mal, en tout cas, comment on pourrait s'en plaindre, puisque le premier intéressé à une réforme constitutionnelle —

le représentant du Québec — était le dernier à vouloir en parler! M. Bouchard s'est même indigné de voir les mots « société distincte » apparaître dans un document de travail fédéral!

Si les premiers ministres, sauf évidemment M. Bouchard qui boudait dans le couloir, se sont entendus en trois minutes pour expédier la question de la formule d'amendement, histoire de s'éviter d'avoir à tenir la conférence constitutionnelle obligatoire prévue dans la Constitution de 1982, hé bien! Bon débarras! Qu'est-ce que pareille conférence donnerait, quand on sait d'avance que Québec retirerait ses billes avant le début de la partie ?

Domage, quand même, qu'au moins sur les autres questions, M. Bouchard refuse de participer activement, et à part entière, au système dont le Québec fait partie. C'est une politique suicidaire, à moins évidemment que l'objectif soit de prouver que le système ne marche pas.

Théoriquement, le contexte actuel pourrait au contraire favoriser entre les provinces la formation de toutes sortes d'alliances ponctuelles sur une gamme de sujets, parce que la présente confrérie des premiers ministres, loin de former un bloc monolithique, est plus diverse que jamais.

Elle compte, parmi ses très gros joueurs, deux néo-conservateurs populistes, Klein de l'Alberta et Harris de l'Ontario, qui ont de fortes velléités autonomistes, ne serait-ce que parce qu'ils en ont assez de payer pour les autres à une époque où l'argent est rare. Mais les trois provinces riches ne sont pas sur la même longueur d'onde, puisque le troisième larron, l'imprévisible néo-démocrate



Lysiane GAGNON

Glen Clark, fait le plus souvent bande à part. (Ces temps-ci, il réclame la juridiction sur les pêcheries.)

Même les premiers ministres qui tiennent, soit par idéologie, soit parce que c'est dans l'intérêt de leur province, à un gouvernement central fort (les Romanow, Tobin, McKenna, etc.) sont loin de faire l'unanimité quand ils quittent le domaine des principes pour tomber sur une question concrète.

Le gouvernement fédéral, enfin, est moins fort qu'il ne l'a jamais été. Non pas en termes électoraux — tout indique que M. Chrétien reprendra facilement le pouvoir aux prochaines élections, puisqu'il ne fait face qu'à deux partis régionaux, et que le NPD est au bord de la mort et le PC, pas tellement plus fort —, mais bien plutôt en termes de vision et d'envergure morale.

Depuis ses tout premiers jours au pouvoir, M. Chrétien clopine sans savoir où il va, embourbé dans les contradictions et l'incohérence, et cela, sur tous les plans, de la TPS au dossier constitutionnel. Le simple fait d'être au pouvoir lui suffit, semble-t-il, et c'est là un énorme contraste avec ses prédécesseurs: tant Mulroney que Trudeau avaient chacun un programme et des convictions. (On connaît celles de Pierre Trudeau, mais on oublie que M. Mulroney, tout pragmatique qu'il fut, avait lui aussi des objectifs bien précis, notamment le libre-échange, la libéralisation du marché et la « réconciliation nationale »).

Cette faiblesse extrême au niveau des idées, conjuguée à la crise des finances publiques, fait du gouvernement Chrétien le gouvernement fédéral le plus faible de l'his-

toire récente. Il n'a plus d'argent et a perdu sa boussole!

La conjoncture serait idéale, pour un premier ministre québécois qui voudrait intelligemment jouer le jeu du fédéralisme, comme l'ont fait à certaines heures Jean Lesage, Daniel Johnson, Robert Bourassa (avant la faille de Meech) et même René Lévesque (avant le référendum de 1980).

Hélas! de toute évidence, M. Bouchard préfère rester à moitié en retrait. Pourquoi? Selon quel mandat agit-il? Celui que la population lui a donné? Celui que son parti lui a donné? Celui qu'il s'est donné à lui-même?

Si le NON l'a emporté de justesse au référendum, il l'a quand même emporté légalement, en fonction du même fameux principe du « 50 % plus une voix » que les souverainistes sont les premiers à considérer comme sacré. En plus, le dernier Léger et Léger confirme que ce que veut, pour l'instant, une bonne majorité de Québécois (58,9 %), c'est le « fédéralisme renouvelé »...

Mais au cas où l'on ne s'en serait pas douté, le même sondage signale que ce beau grand désir de « fédéralisme renouvelé » est en fait le dernier souci des Québécois. Quarante-vingt-dix pour cent d'entre eux voulaient que l'on parle d'autre chose que de constitution à la conférence des premiers ministres!

Selon Jean-Marc Léger, la souveraineté est surtout perçue comme une arme de négociation. Autrement dit, les Québécois, apparemment malheureux dans la fédération actuelle, disent vouloir que M. Bouchard négocie le renouvellement du fédéralisme... mais ils ne veulent pas qu'il en parle quand il rencontre ses homologues! Ce qui tendrait à indiquer que l'irrationalité vient d'atteindre de nouveaux sommets, ou alors que les Québécois ne sont peut-être pas si malheureux que ça.

## Opinions

### Réussite éducative à la CECM: l'approche journalistique de La Presse prise à partie

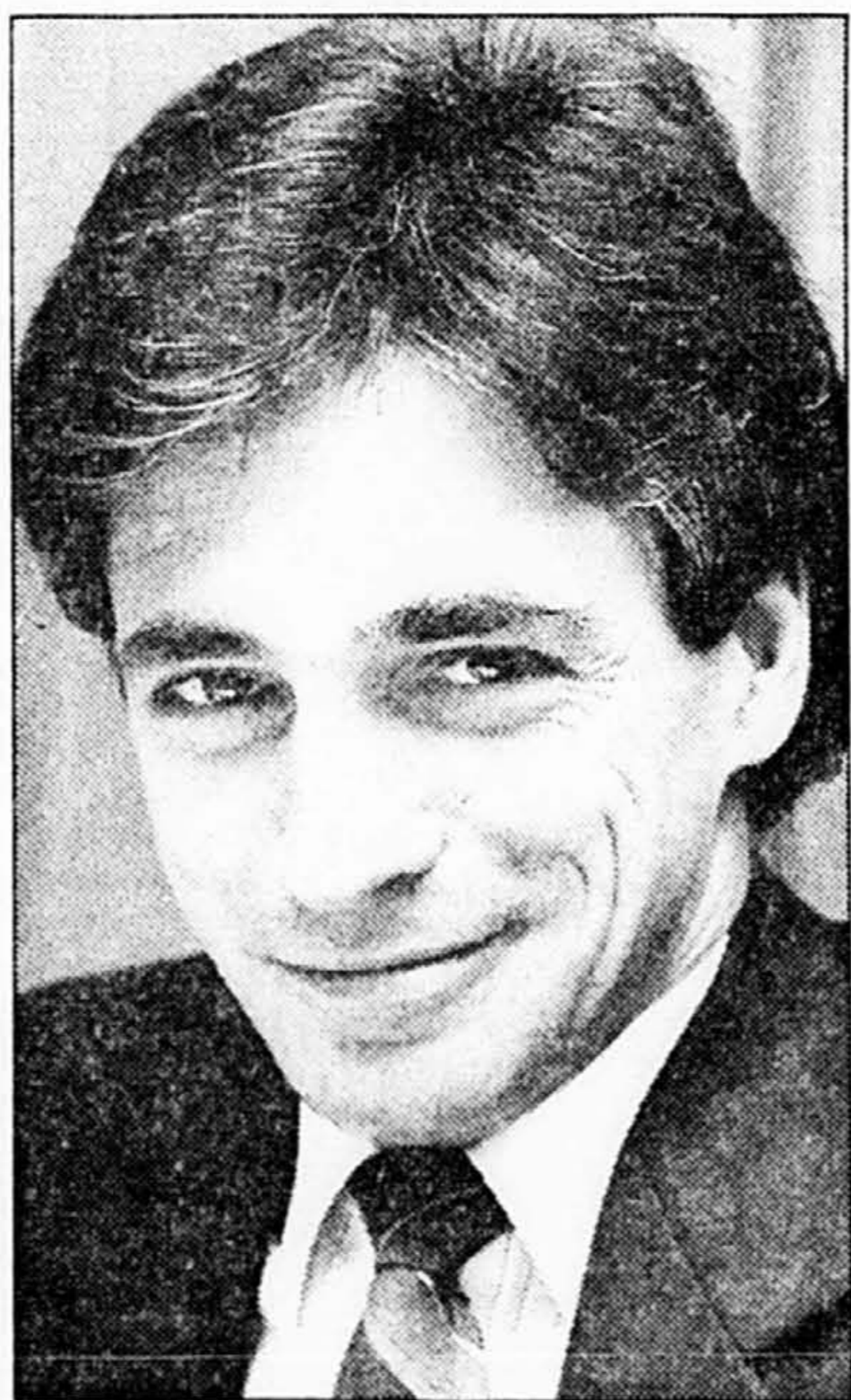
MICHEL PALLASCIO, DANIELLE LIA, YVON CATY, WILFRID L'ITALIEN ET ANDRÉ THIBAUT  
Les auteurs sont respectivement président de la Commission des écoles catholiques de Montréal, président du Comité central de parents, président de l'Association des cadres, président de l'Association des directions d'école de Montréal et président de l'Association des cadres scolaires du Québec (section Montréal).

Nous désirons dénoncer conjointement l'approche journalistique de La Presse dans le dossier concernant la réussite éducative à la CECM.

Il est de la responsabilité d'un journal d'informer la population avec justesse. C'est là un rôle que nous reconnaissons sans problème. Chaque fois que l'occasion lui en est offerte, la CECM n'hésite pas à rappeler les difficultés que rencontre l'école montréalaise et les dangers qui la menacent. D'autres organismes dont la crédibilité n'est plus à faire s'emploient à la même démonstration. Le Conseil supérieur de l'éducation rappela récemment, dans un avis à la ministre de l'Éducation, l'urgence d'intervenir en faveur de l'école montréalaise. La Commission des États généraux sur l'éducation au Québec en a fait autant dans son exposé de la situation. Il n'est pas dans l'intention de la CECM de cacher quelque facette de sa réalité reliée principalement à la composition de sa clientèle.

Cependant, comment expliquer que La Presse ne souligne pas le professionnalisme avec lequel la CECM arrive à tirer son épingle du jeu? Par exemple, les résultats de ses élèves pour l'ensemble des matières sanctionnées par des examens du ministère, sont supérieurs de 3 % à ceux des élèves des autres commissions scolaires de l'île de Montréal. Au classement des écoles secondaires privées et publiques, anglophones et francophones des régions de Montréal, Laval, Lanaudière, Laurentides et Montérégie, il apparaît que des douze meilleures écoles, six appartiennent à la CECM. Depuis l'implantation du Plan d'action ministériel « Chacun ses devoirs », le taux de diplomation après 7 ans a augmenté de 11,3 % à la CECM, alors que le progrès est de 6,8 % pour l'ensemble du Québec. Et cela s'est fait en redoublant d'efforts. Car chacun sait qu'enseigner à Montréal est un travail exigeant qui demande un engagement profond de chaque instant. À ce chapitre, la CECM est fière de compter sur un personnel très compétent qui ne mérite aucunement le traitement que La Presse lui fait subir. Car c'est bien lui qui est discrédité derrière toutes ces attaques. Et c'est la première raison qui explique notre indignation.

Ainsi, au-delà des difficultés reliées aux particularités du milieu montréalais, l'activité de la CECM se traduit par des succès nombreux et remarquables. D'ailleurs, les parents des élèves qui fréquentent ses écoles en savent quelque chose. La CECM est à l'avant-garde d'un grand nombre de projets en éducation. Son expertise est reconnue partout au Québec, car elle réunit un éventail de compétences diversifiées qui seraient difficiles à égaler dans une petite commission scolaire ou dans une institution privée. Ses collaborations avec les universités ou avec les entreprises sont solidement établies depuis longtemps, et les hommages que reçoit chaque année les membres de son personnel ou ses élèves en formation générale et en formation professionnelle en consacrent l'expertise. On en vient à se demander ce qui nous vaut la fixation du journal La Presse sur les



Michel Pallascio

seuls résultats scolaires qui souvent, comme toute statistique qui se respecte, prêtent à interprétation et s'expliquent par de multiples variables.

La Presse semble davantage préoccupée à régler des comptes avec la CECM qu'à jouer son rôle social de soutien à l'éducation. Son besoin de sensationnalisme lui dicte ses positions dans le dossier de l'éducation et sert d'écran à son devoir d'analyse, d'objectivité et de transparence. Quand elle titre successivement en gros caractères, « Désastre à la CECM », « Pléthore de doublures à la CECM », « On redouble plus à la CECM qu'ailleurs » ou « Le facteur ethnique », et que, dans chacun des articles, elle s'acharne à démontrer combien la CECM fait piètre figure, on ne s'étonnera pas que cela se traduise par « L'école publique perd des plumes ». Que les journalistes jouent les experts serait acceptable à condition toutefois qu'ils se comportent en experts. Quand leurs articles visent le sensationnalisme, cela frôle la malhonnêteté professionnelle et intellectuelle, et c'est ce que nous dénonçons collectivement et unanimement aujourd'hui.

Depuis 150 ans, la Commission a suffisamment participé à l'évolution de l'éducation à Montréal et au Québec grâce à la compétence d'un personnel qualifié, pour que son action parle d'elle-même. Nous n'avons nul besoin de nous porter à la défense de la CECM. Nous accusons La Presse de manquer à son rôle d'information et de soutien à la fonction d'éducation au Québec.

### Sois juge et... ferme-la!

ALAIN STANKÉ  
L'auteur est écrivain et éditeur.

Les juges, c'est bien connu, n'ont pas toujours la langue dans leur poche. Il arrive même que les propos de certains soient carrément injurieux et soulèvent l'opprobre. Exemple: « Les femmes sont comme les lois, elles sont faites pour être violées. » « Même les nazis n'ont pas éliminé des millions de Juifs dans la douleur. » « Si monsieur assassine madame, ça ne l'empêchera pas de dormir. »

Au Palais de Justice, tout comme hors du prétoire, il y a des juges qui font honneur à la Justice et d'autres qui, au contraire, souillent la noble réputation de probité qui nimbe la toge austère de la magistrature.

#### Silence, le juge!

« Le discernement est la principale fonction du juge, et la qualité nécessaire au jugement », disait Bossuet. Or, à voir le nombre de plaintes qui sont adressées, depuis quelque temps, à certains juges osant s'exprimer publiquement hors du prétoire, on pourrait croire que les plus réservés d'entre eux reprochent aux plus bavards de manquer de jugement.

Une de ces causes les plus retentissantes des dernières années, qui a mérité la réprimande du Conseil de discipline du Québec à l'un de ses membres, s'est passée lors de la première campagne du référendum, à la fin de 1979. Il s'agit de la cause du juge Marc Brière à qui l'on a reproché d'avoir écrit dans Le Devoir deux articles concernant la campagne référendaire et ses enjeux. L'acte qui a été reproché au sympathique juge (ami personnel de René Lévesque) fut décrit comme « une atteinte à l'honneur, à la dignité et à l'intégrité de la magistrature ». Ce qui fit dire à Michel Roy: « S'il est vrai que les juges doivent à tout prix s'interdire des paroles et des actions de caractère partisan, il serait absurde de les réprimander quand ils s'avisent de réfléchir, d'écrire et de parler sur des sujets relatifs au destin de l'homme, à l'avenir de la société et à la Constitution. »<sup>1</sup> (...)

Jean Déprez écrivait déjà à l'époque: « C'est pourtant une totale illusion que de prétendre enfermer le juge dans une vision purement juridique et soi-disant neutre, coupée des réalités politiques et sociales et des luttes qui sous-tendent l'évolution du droit. »<sup>2</sup>

Léon Dion s'est, lui aussi, penché sur la question. À propos du devoir de réserve des juges, il a déclaré qu'il était nécessaire de reconsidérer le statut des juges dans notre société. « La perception que l'on s'est faite de leur rôle et des limites de leur intervention publique, disait-il, a pour conséquence de les couper de toute la société et d'en faire des citoyens différents des autres et marginalisés. »<sup>3</sup>

Dion est convaincu que les juges devraient pouvoir assumer toutes leurs responsabilités

en tant que citoyens sans s'exposer à des critiques d'un ordre différent de celles qui sont adressées à toute personne qui intervient dans des débats publics.

« Bien entendu, précise-t-il, des restrictions devront toujours être faites aux activités des juges comme à celles de toute personne appartenant à une profession bien définie. » (...)

Mais voilà que l'obligation de réserve des juges a rarement été autant remise en cause que depuis la plainte faite à Andrée Ruffo à qui le juge Albert Gobeil reproche ses interventions publiques qui sont, comme chaque fois que cette juge fait une conférence ou une déclaration, amplement médiatisées. Mme Ruffo est juge à la Chambre de la jeunesse depuis 10 ans. Elle a enseigné à l'université et écrit plusieurs essais traitant des droits des enfants. Elle est également présidente du Tribunal international des droits des enfants. Depuis des années, elle est prisonnière d'un seul idéal, d'une seule passion: la lutte contre les injustices faites aux enfants. Monstre sacré du Barreau, chouchoutée par les médias, elle est reconnue comme une femme très engagée dans la cause du bien-être des jeunes. À ce titre, elle est fréquemment invitée à prononcer des conférences et à présider des campagnes de bienfaisance de toutes sortes, tant ici qu'à l'étranger. L'an dernier, le magazine parisien Marie-Claire l'a choisie comme l'une des dix femmes les plus influentes au monde. Bien que sa sincérité soit exemplaire et que son dévouement n'ait jamais été mis en doute, le juge Gobeil semble penser que la conduite de sa consœur est devenue destructive du concept d'impartialité et d'indépendance de la justice au point qu'elle ne devrait plus, selon lui, exercer ses fonctions judiciaires.

Lors de la dernière séance du comité d'enquête du conseil de la magistrature, au Palais de justice de Montréal, un coup de théâtre a eu lieu: la comparution surprise d'un témoin-expert, Son Excellence (c'est son nouveau titre) le juge Jules Deschênes, qui siège dorénavant au Tribunal d'appel pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

L'ancien juge en chef de la Cour supérieure a quitté temporairement ses responsabilités de magistrat, nommé par le Conseil de sécurité des Nations unies, pour venir à Montréal afin d'éclairer le comité d'enquête chargé d'étudier la plainte déontologique dont fait l'objet la juge Ruffo.

Au cours de son exposé le juge Deschênes a dressé une liste impressionnante de juges canadiens, anglais et américains qui, dans le passé, ont fait des interventions publiques très remarquées et qui n'ont jamais été réprimandés pour autant. (...) Le juge Deschênes est, notamment, lui-même cité en exemple en rappelant qu'il avait un jour prononcé une cau-

serie sur les droits des enfants non nés et qu'il n'avait pas été l'objet de blâme ou de quoi que ce soit.

Selon l'argumentation présentée par le témoin-expert, le domaine dans lequel Mme Ruffo a fait ses interventions est reconnu dans le droit américain comme « tombant dans le cadre des interventions permises de la part d'un membre de la magistrature ».

Pour terminer, le juge Deschênes a fait un intéressant parallèle entre l'attitude de trois femmes juges (ayant siégé ou siégeant toujours à la Cour suprême du Canada) et celle de Mme Ruffo. Il a fait remarquer à ce propos que la juge Claire L'Heureux-Dubé a, à son crédit, de très nombreuses interventions publiques sur le divorce, le droit de la famille, le droit conjugal et le droit des enfants, (tous des sujets que touche la juge Ruffo) « sans que quiconque ait jamais soulevé la moindre objection. »

Et le juge d'ajouter: « Madame la juge L'Heureux-Dubé ne s'est jamais sentie brimée dans sa liberté de parole alors qu'elle était membre de la magistrature. »

#### Un juge DOIT parler!

Un juge peut-il ou non s'exprimer publiquement? Toute la question est là. En examinant le texte du serment d'office que Mme Ruffo a signé en accédant au rang de juge à la Chambre de la jeunesse, on trouve ce qui suit: Art 115. Devoir des juges: Tout juge doit (...) s'employer à aider à la protection de l'enfance et aux bonnes relations entre conjoints. (...) À ces fins, il conseille les personnes (...) et il collabore à l'amélioration du sort de l'enfance malheureuse négligée. »

Pour le juge Deschênes, ce serment oblige un magistrat à oeuvrer au meilleur de sa connaissance à l'amélioration de la condition des enfants. « Si on les met dans la lumière du public, a-t-il dit, on a plus de chances que, sous les pressions de l'opinion publique, les autorités responsables prennent les moyens nécessaires pour remédier à ces déficiences du système. »

Pour terminer, il n'a pas caché que le fait, pour un juge, de faire une intervention sur un sujet qui cadre avec ses responsabilités et ses prérogatives, était non seulement permis mais justifiable et même profitable pour la collectivité et qu'on aurait donc tort de le blâmer s'il agit ainsi.

Après avoir passé des mois à se demander si la juge Ruffo devrait ou non être blâmée, on peut se demander si ses pairs ne vont pas finir par la féliciter? « Il faut avoir bien du jugement pour sentir que nous n'en avons point », disait Mari-vaux.

1) Le Devoir, 1<sup>er</sup> mai 1980.  
2) Réflexions sur le rôle du juge dans la cité, Leméac, 1979.  
3) À bâtons rompus sur la justice, Wilson Lafleur, 1980.

# Il y a 100 ans, sir Wilfrid Laurier s'emparait du pouvoir

UNE PAGE D'HISTOIRE

sur les électeurs de la province a été assez puissante pour l'emporter sur les conseils du clergé qui approuvait la politique réparatrice du Parti conservateur et pour faire perdre de vue les bienfaits de la protection. Ce n'est pas tous les jours, ajoute le journal, qu'un homme est prophète dans son pays, et le fait est assez rare pour mériter l'honneur d'une mention.

« M. Laurier est maintenant en position de démontrer qu'il possède les qualités essentielles d'un homme d'État. C'est là que ses amis et adversaires l'attendent, car cette épreuve est souvent redoutable pour ceux qui n'ont pas passé par les affaires; jusqu'à présent, c'est surtout comme rhéteur et comme homme d'opposition qu'il a brillé: nous ne prétendons pas que ces qualités sont incompatibles avec le talent exécutif, mais elles n'en sont pas la conséquence rigoureuse. »

## L'influence des Canadiens français

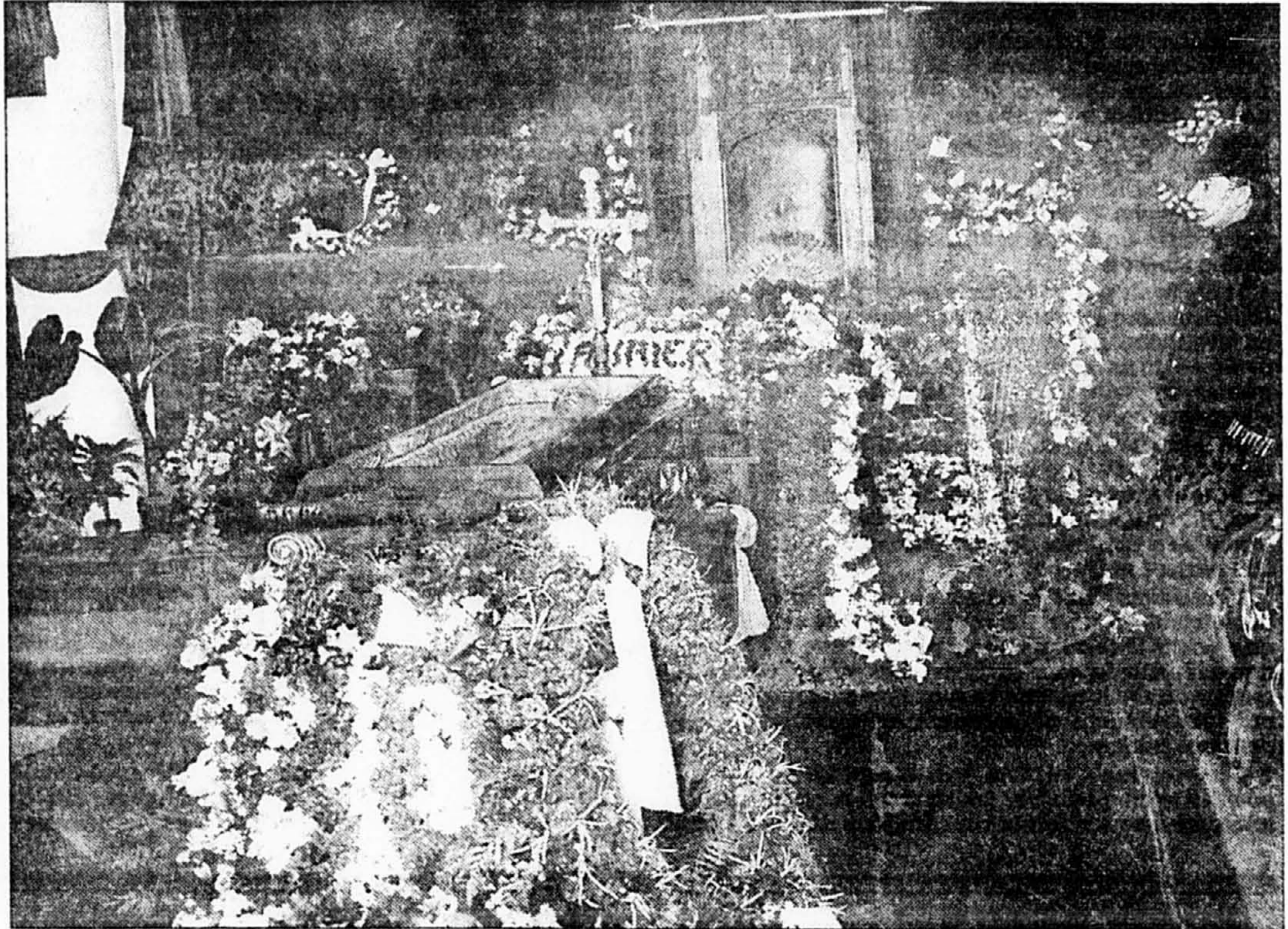
L'éditorialiste faisait ensuite remarquer que, bien que Wilfrid Laurier soit d'ores et déjà assuré d'une bonne majorité au Parlement, sa position ne laissait pas d'être difficile. Les éléments qui composaient son parti étaient tellement hétéroclites, aux yeux de *La Presse*, que les causes de conflit seraient fréquentes. Les Canadiens français, formant le groupe le plus compact de son entourage, voudraient naturellement faire sentir leur influence et obtenir justice pour leurs compatriotes.

Tous les journaux libéraux se vantaient d'avoir terrassé le clergé et, selon *La Presse*, la première exclamation des politiciens libéraux était: « Nous avons remis les curés à leur place. »

Comme l'écrivait alors le quotidien montréalais *La Patrie*, « une grosse partie du clergé a combattu le Parti libéral de la première à la dernière minute et il l'a non seulement combattu mais il l'a dénoncé dans des lettres, dans des sermons, entre autres. Mgr Laffèche, des professeurs enténérées de Trois-Rivières, a essayé de faire croire aux catholiques que ce serait péché mortel de voter pour un honnête homme comme Laurier. Un grand nombre de curés et de vicaires se sont jetés aveuglément dans la mêlée, sans respect pour la chaire et sans respect pour la dignité de leur état, et ils ont essayé de faire entrevoir les foudres de Satan et les flammes des géhennes aux électeurs qui voteraient contre Tupper. »

Quant au *Witness*, il écrivait que « l'arrogance de langage du clergé durant ces derniers mois a été telle qu'on aurait dit qu'il courait au devant du soufflet qu'il a reçu de ceux qu'il croyait pouvoir vendre à un trafiquant politique. »

Mais l'éditorialiste de *La Presse*, lui, se lamentait: « Le peuple s'émancipe rapidement, on lui a appris à mépriser ses guides spirituels et à leur désobéir. Et il a déjà fait assez de progrès dans cette voie pour mériter les félicitations de nos ennemis. »



Exposé en chapelle ardente à la Chambre des communes, le vieux chef libéral eut droit à des funérailles d'État. Devant la mort, toutes les querelles partisans s'étaient arrêtées et le pays tout entier pleurait la disparition d'un authentique homme d'État.

## Le « vieux coq »

Si Wilfrid Laurier était perçu avec méfiance par plusieurs en 1896, y compris par *La Presse*, il devint presque un Dieu pour cette même *Presse* et une bonne partie du Canada français 15 ans plus tard, lors des élections de septembre 1911. Ironiquement, il perdit alors le pouvoir, après 15 ans à la tête du pays.

C'est ainsi qu'on pouvait lire en gros caractères à la une, quelques jours avant le scrutin: « Dans les circonstances actuelles, ce serait un crime pour les Canadiens français de renier sir Wilfrid Laurier, le plus illustre de nos compatriotes. »

Le texte, anonyme, encadré comme un éditorial, disait même que « tous ses compatriotes devraient se regrouper religieusement autour de lui et rendre un dernier hommage à son honnêteté inattaquable et à son patriotisme éclairé ». On faisait remarquer qu'il avait porté le Canada au plus haut point de prospérité qu'il ait jamais connu, qu'il avait fait subir un échec à l'impérialisme en faisant reconnaître par l'Angleterre elle-même l'indépendance de notre marine et qu'il avait achevé le grand oeuvre de notre liberté commerciale en négociant avec les États-Unis un traité de réciprocité.

Enfin, dernier titre de gloire, *La Presse* demandait à ses lecteurs d'appuyer une dernière fois Laurier car « il a encouru l'inimitié des trusts ».

Mais les élections du 21 septembre 1911 devaient être les plus contestées depuis la Confédération et les conservateurs de Robert Laird Borden reprirent le pouvoir après 15 ans d'opposition. Le Québec était cependant demeuré libéral, se rangeant derrière son vieux chef. Bien qu'agé de 70 ans, le vieux chef libéral réussit néanmoins à se maintenir en selle encore plus de six ans et, lorsqu'il mourut en février 1919, il était toujours chef de l'opposition. Son décès provoqua un véritable deuil national.

*La Presse* qui, 23 ans plus tôt, s'était montrée méfiante, écrit dans son édition du 19 février 1919: « C'est un peuple entier, et non pas seulement une faction politique ou même une race, qui se trouve atteint par la mort soudaine du très regretté sir Wilfrid Laurier, ancien premier ministre du Canada et hier encore, chef vigoureux et actif de l'opposition libérale à Ottawa. À tous les degrés de l'échelle sociale, dans les cercles politiques comme au sein des plus humbles foyers, une douleur profonde étreint les



Les photos officielles de Wilfrid Laurier montrent un bel homme aux yeux perçants. Le « vieux coq », comme on l'appelait au terme de sa longue carrière politique, était renommé pour ses talents d'orateur.

coeurs. Parmi la masse populaire, surtout, où le nom du grand disparu symbolisait tout ce que la race canadienne avait de meilleur, on s'habitue difficilement à la triste pensée que le vieux coq n'est plus. Notre deuil est vraiment national. »

## Demain, ce sera fête à Cintheaux!

Ces villageois que l'Histoire a privés de nom sauront peut-être enfin comment ils s'appellent

FRANCIS PUYALTE  
Le Figaro, CINTHEAUX, Calvados

Le plus jeune soldat allié tombé sur le front de Normandie avait quinze ans et neuf mois. Il était québécois et s'appelait Gérard Doré. Pour s'engager en Angleterre, il avait falsifié ses papiers. Il est mort quinze jours après avoir débarqué sur la « tête de plage » de Juno. Il a été enterré ici, dans le plus grand cimetière militaire canadien du monde, avec 2 958 autres soldats.

On comprend que ce village de la campagne normande, entre Falaise et Caen, soit moins connu en France qu'au Canada. Il a été traversé par l'Histoire. Si, aujourd'hui, Cintheaux se rappelle à notre souvenir, c'est pour une tout autre histoire. Une drôle d'histoire qui turlupine ses 172 habitants. Comment s'appellent-ils ?

Ils n'en savent rien. Et c'est leur problème: ils ne s'appellent pas. Le dictionnaire des communes les a oubliés. L'Académie les ignore. Les

archives départementales sont muettes. Depuis son origine romaine, le village, alors appelé Santella, a changé sept ou huit fois d'orthographe, mais nulle trace du nom de ses habitants n'a pu être retrouvée. Blotti autour de son église classée du XII<sup>e</sup> siècle, Cintheaux vit donc depuis deux millénaires avec cette anomalie, cette frustration qui n'a jamais empêché de dormir personne, mais qui, tout de même, au fil du temps, en a titillé plus d'un, et qui est devenue un sujet de plaisanterie, voire un complexe pour les plus susceptibles, parfois moqués par des gens de passage.

Mettez-vous à leur place: il est vexant de ne pouvoir être désigné ici quand tous les autres le sont ailleurs. Un nom propre sans dérivé, ça finit par peser. D'autant que le village, théâtre de la bataille d'août 1944 entre la 1<sup>re</sup> Armée canadienne du général Crerar et la VII<sup>e</sup> Armée allemande, si célèbre au Canada depuis un demi-siècle, s'enorgueillit aussi d'avoir accueilli, pour une nuit, à l'aube de La Malleposte, Guillaume le Conquérant lui-même, puis d'avoir mis

sont priuré à la disposition du confesseur de Louis XVI pourchassé par les colonnes infernales. De quoi être fier.

### Lacune absurde

Le maire de Cintheaux, Michel Le Baron, un agriculteur de 61 ans, n'a jamais vraiment accepté cette lacune absurde. Il a donc entrepris de minutieuses recherches, qui l'ont conduit jusqu'à Paris. Il a fouillé de poussiéreuses archives à l'Institut de géographie national. Il a posé la colle à quelques terminologies patentées de l'Insee. Il s'est démené avec zèle dans l'espoir de trouver enfin une trace écrite lui permettant de pousser le « eureka » de la victoire. Las, à Cintheaux, où on l'attendait avec fébrilité, le maire est rentré bredouille.

Alors que faire? Cette histoire avait trop duré. Lors d'une séance du conseil municipal, une des cinq femmes (sur onze conseillers) a tapé du poing sur la table. « Cela suffit, a-t-elle tonné, il faut qu'on se nomme! » Et elle avait une idée que sa modestie lui empêchait de qualifier de « géniale », mais qui a

été reconnue astucieuse en faisant aussitôt l'unanimité: « À nous de trancher, ouvrons une boîte à idées pour que tous les... heu... habitants, y compris les enfants, puissent proposer un nom. Le plus cité sera adopté. » Simple, mais il fallait y penser.

À chaque habitant, dont le plus petit en âge scolaire, de faire travailler son imagination. Le bulletin municipal, intitulé *Bien vivre à Cintheaux*, propose un choix non exhaustif: Saintois ou Cinthois, dont la même prononciation phonétique plaide pour la simplicité; Sanctelliens ou Santellois, dérivés du nom latin au parfum d'encens sanctifié; Saintheauxiens ou Saintheuxiens, eux aussi aux réminiscences religieuses, mais sans doute plus précieuses; Santellois ou Santelliens, ce qui ne sonne pas mal...

Les futurs nommés sont invités à détacher un coupon dans le bulletin municipal, à y inscrire leur patronyme et le nom choisi après mûre réflexion, puis, sans remords, à venir le déposer dans l'urne à idées. La préférence du maire va à Saintois, parce que c'est le plus simple...

Depuis quelques jours, dans les 60 foyers de Cintheaux, on cogite, on tergiverse, on pèse les lettres et les sonorités, on spéculé sur le résultat, on cherche à connaître le choix des voisins... Les enfants s'amuse bien.

Pour le maire, l'événement a aussi une valeur de thérapie. « Dans nos villages, vous savez, on s'endort un peu, confie-t-il. Voilà qui nous réveille. C'est la grande démocratie. Ici, tout le monde se connaît, on se tutoie tous. La politique, on n'en parle jamais. C'est un sujet tellement bête! »

Demain 23 juin sera le grand jour, celui de la fête du village et de l'identité enfin trouvée, établie, officialisée, définitive. On procédera alors au dépouillement avant de célébrer autour d'un méchoui cette date historique. Quel nom sortira-t-il de l'urne en majorité? Mystère et suspense. La consultation sera suivie du Canada et de son ambassadeur à Paris, Benoit Bouchard, souvent accueilli à Cintheaux, et une dernière fois encore pour honorer la mémoire du jeune soldat Gérard Doré aux côtés de toute sa famille, dont neuf enfants.

Plus

## Jeu de la Constitution

Options	Québec				Reste du Canada (ROC)				Résultats pondérés*		
	Indépendantistes 30%	Fédéralistes Nationalistes mous 20%	Fédéralistes renouvelés 20%	Centralisateurs 30%	Centralisateurs 30%	Fédéralistes Asymétriques 15%	Renouvelés 15%	Décentralisateurs populistes 40%	Québec	ROC	Total
1. Indépendance du Québec	2	1	-1	-2	-2	-2	-2	-1	0,00	-1,60	-1,20
2. Décentralisation radicale en faveur des provinces	-2	-1	1	-1	-2	-2	0	2	-0,90	-0,10	-0,30
3. Une certaine décentralisation assortie de pouvoirs spéciaux sur la langue et la culture pour le Québec	-1	1	2	-1	-2	1	2	0	0,00	-0,15	-0,11
4. Statu quo et durcissement des conditions de sécession	-2	-2	-1	0	2	0	-1	-1	-1,20	0,05	0,26

(\*) Pondération selon la population ; Québec 25% et ROC 75%

Infographie La Presse

# Une goutte d'eau fraîche dans la mare constitutionnelle



Gérald LeBlanc

**B**ien qu'ils vivent et enseignent, l'un à Montréal et l'autre à Vancouver, Henry Milner et John Richards sont de vieux amis qui partagent les mêmes convictions francophiles et social-démocrates.

Au soir fatidique du 30 octobre, John, marié à une francophone dont la fille fréquente l'unique école française de Vancouver, se demandait s'il était encore possible

de garder le Québec dans son Canada. De son côté, Henry, un Anglo-Québécois qui a voté OUI au référendum, s'inquiétait de l'hostilité du Canada à l'endroit d'un éventuel Québec indépendant.

Le nationaliste mou de Montréal et le fédéraliste asymétrique de Vancouver ont donc décidé d'appliquer à la Constitution la théorie des jeux, où l'on cherche à cerner l'option qui a les meilleures chances de mener à un consensus.

Ils ont partagé les électeurs du Québec et du reste du Canada (en anglais, Rest of Canada ou ROC) selon leur attitude vis-à-vis des divers degrés d'autonomie consentis au Québec. Ils ont attribué un certain pourcentage à chaque bloc d'électeurs: 30 % aux indépendantistes québécois, 30 % aux centralisateurs du Québec et du ROC, 40 % aux populistes décentralisateurs du ROC, 40 et 30 % aux fédéralistes du Québec et du ROC.

En attribuant +2 au maximum

d'appui et -2 au maximum de résistance, ils ont ensuite évalué la réaction des divers blocs aux quatre options en présence: l'indépendance du Québec, la décentralisation radicale en faveur des provinces, une certaine décentralisation assortie de pouvoirs spéciaux sur la langue et la culture pour le Québec, statu quo et durcissement des conditions de sécession du Québec.

Henry Milner insiste sur le rôle utilitaire du tableau, reproduit ci-haut, qui met en évidence et dramatise l'échéancier post-référendaire et ne fait qu'illustrer les excellents articles de la dernière livraison de *Inroads*, une revue dirigée par John Richards de Vancouver, Henry Milner de Montréal et Arthur Milner d'Ottawa.

Nos deux joueurs arrivent à la conclusion qu'aucune formule n'est susceptible de mener à un consensus pancanadien: moins on appuie une option au Québec plus on l'appuie dans le ROC et vice-versa.

S'ils suivaient les désirs de leurs électeurs, tels que cristallisés dans les courants actuels, les leaders politiques ne pourraient sortir de l'impasse. C'est pourquoi Milner et Richards, un souverainiste prêt au beau risque fédéral et un fédéraliste prêt à reconnaître un rôle particulier au Québec pour la défense de sa langue, ont essayé d'élaborer un compromis qui emprunterait aux nationalistes québécois et aux tenants de l'égalité des provinces renforcées du ROC.

Leur proposition rejoint l'option trois — décentralisation modérée avec pouvoirs spéciaux au Québec sur la langue et la culture — celle qui obtient le moins mauvais score, -0,11.

En février, les deux auteurs ont fait parvenir leur étude à diverses personnalités à travers le Canada et l'on retrouve dans *Inroads* les réponses de onze d'entre elles: Allan Blakeney, Marcel Côté, Tom Flanagan, Tom Kent, Greg Marchildon,

Gordon Robertson, Donald Savoie, Garth Stevenson, Michael Walker et John D. Whyte.

Il nous est impossible de résumer ici les observations, souvent innovatrices, de ces Canadiens, proches des divers courants traversant le Canada. Qu'il nous suffise de mentionner l'excellent texte de Marcel Côté sur l'identité des Franco-Québécois — la langue comme fondement du « nous » vs « eux » — et le ballon d'essai de Greg Marchildon, qui écrit en son nom propre mais teste sans doute le terrain pour son patron Roy Romanow, dont il est sous-ministre aux Affaires intergouvernementales. Membre d'une famille qui a succombé à l'assimilation, M. Marchildon reconnaît la légitimité des craintes linguistiques du Québec.

Ils ne changeront pas le monde, mais il faut saluer la goutte d'eau fraîche jetée dans la mare constitutionnelle par les généreux rêveurs de *Inroads*!

# L'été chaud des Clinton

## Les nuages s'accumulent au-dessus de la Maison-Blanche



Richard Héту

collaboration spéciale  
NEW YORK

**B**ill Clinton était fier d'annoncer, il y a un peu plus d'une semaine, la réalisation d'un vieux rêve: faire une ronde de golf en moins de 80 coups avant son 50<sup>e</sup> anniversaire de naissance. Il pourrait s'agir d'un de ses derniers moments joyeux de l'été.

Car les nuages s'accumulent au-dessus de la Maison-Blanche et du premier couple des États-Unis. Il y a une semaine, une nouvelle affaire embarrassante a éclaté. Sous la pression du Congrès, l'administration Clinton a dû admettre avoir obtenu du FBI les dossiers confidentiels de plus de 400 anciens employés de la Maison-Blanche, dont certains étaient des républicains importants. Le président a attribué l'affaire à une erreur administrative commise par deux employés subalternes. Mais l'explication n'a pas satisfait les majorités républicaines du Sénat et de la Chambre des représentants, qui ont ouvert cette semaine des audiences sur le sujet, soupçonnant la Maison-Blanche d'avoir voulu utiliser les informations du FBI à des fins partisans. Un procureur indépendant enquêtera également sur le sujet.

Cette controverse ne pouvait survenir à un pire moment pour la Maison-Blanche. Elle coïncide en effet avec la relance de l'affaire Whitewater, qui hante les Clinton depuis quatre ans. A la fin du mois de mai, le premier procès relié au scandale s'est soldé par un verdict de culpabilité pour les deux partenaires des Clinton dans le projet immobilier, de même que pour un de leurs associés politiques. Lundi dernier, un deuxième procès décollant de l'enquête spéciale sur l'affaire s'est ouvert, mettant en cause deux autres associés politiques du président. Et le lendemain,

un comité sénatorial a rendu publics deux rapports d'enquête partisans sur le scandale, dont l'un, préparé par les républicains, était accablant pour la première dame des États-Unis.

Celui qui suit a pour but de faciliter la compréhension d'une affaire dont on n'a pas entendu le dernier mot et qui risque d'avoir un impact majeur sur la campagne présidentielle.

### Les débuts d'un scandale

Whitewater a jailli sur la scène nationale au cours de la campagne présidentielle de 1992. Le nom de l'affaire fait référence à une parcelle de terre de l'Arkansas achetée par les Clinton avec un autre couple de l'État (James et Susan McDougal), en 1978. Leur objectif était d'y bâtir des maisons de villégiature.

En 1985, avant que le projet n'échoue, Hillary Clinton, alors avocate au sein du cabinet le plus influent de Little Rock, la capitale de l'Arkansas, a accepté de représenter James McDougal et la caisse d'épargne dont il était propriétaire (Madison Guaranty) auprès de l'agence gouvernementale de l'État chargée de veiller sur les institutions financières de ce type. A l'époque, la survie de Madison Guaranty était sérieusement menacée en raison de difficultés financières. Un sursis lui a été accordé, qui ne lui a cependant pas permis d'éviter une faillite qui a coûté plus de 60 millions aux contribuables.

Le rôle de Hillary Clinton auprès de Madison Guaranty est problématique en raison du conflit d'intérêt qu'il suggère. S'est-elle en effet servie de son statut d'épouse du gouverneur de l'Arkansas pour influencer une agence gouvernementale au profit d'un partenaire d'affaires?

Depuis le début de l'affaire Whitewater, les Clinton ont toujours nié avoir agi illégalement, accusant leurs adversaires de vouloir se faire du capital politique à propos d'une vieille histoire sans conséquence. Mais le récent verdict rendu par un jury de 12 citoyens de l'Arkansas n'a fait qu'augmenter les soupçons.

### L'étau se resserre

Au terme de leur procès, James et Susan McDougal, de même que Jim Tucker, le successeur de Clinton au poste de gouverneur de l'État de l'Arkansas, ont été reconnus coupables de s'être servis de la



Les nouvelles controverses autour des dossiers secrets du FBI et du Travelgate ne pouvaient survenir à un pire moment pour la Maison-Blanche. Elles coïncident en effet avec la relance de l'affaire Whitewater, qui hante les Clinton depuis quatre ans.

caisse d'épargne Madison Guaranty pour obtenir frauduleusement du gouvernement fédéral des prêts totalisant trois millions.

De ce montant, 50 000 \$ ont été utilisés par les McDougal pour renflouer le projet Whitewater, selon un des chefs d'accusation pour lesquels les partenaires des Clinton ont été reconnus coupables. Les Clinton étaient-ils au courant de cette malversation?

Cette question restera peut-être en suspens. Mais il existe désormais une possibilité que les McDougal, de même que Tucker,

qui a depuis démissionné de son poste de gouverneur, se mettent à parler en échange d'une sentence de prison moins lourde.

En attendant, Kenneth Starr, le procureur indépendant chargé d'enquêter sur l'affaire Whitewater, continue à explorer les eaux troubles de la politique en Arkansas. Ainsi, le procès qui s'est ouvert lundi à Little Rock met en cause deux banquiers, Herby Branscum et Robert Hill, accusés d'avoir détourné des fonds au profit de la dernière campagne électorale de Clinton au poste de gouverneur de

l'Arkansas, en 1990. Les deux hommes ont par la suite été nommés à des postes importants au sein du gouvernement de l'État.

Comme ce fut le cas lors du procès des McDougal et de Tucker, Clinton n'est pas directement impliqué dans cette affaire. Mais il sera appelé à la barre des témoins. Et si les accusés sont reconnus coupables, ils pourraient aussi se mettre à parler.

### Le « cover-up » présumé

Les problèmes des Clinton ne s'arrêtent pas là. Le mandat du procureur indépendant Kenneth Starr s'étend également au présumé « cover-up » de l'affaire Whitewater à la Maison-Blanche, de même qu'au mini-scandale qui porte le nom de Travelgate.

Concernant Whitewater, Starr cherche notamment à savoir si Hillary Clinton et son entourage ont dit toute la vérité sur leurs agissements après le suicide de Vince Foster, un conseiller de la Maison-Blanche chargé de répondre aux questions entourant le scandale pendant la campagne électorale de 1992. Ont-ils fait disparaître des dossiers du bureau de Foster dans les instants qui ont suivi l'annonce de sa mort? Dans leur rapport d'enquête, les sénateurs républicains ont répondu par l'affirmative, sans toutefois en fournir la preuve, s'attirant ainsi les foudres de leurs collègues démocrates.

Parmi les dossiers qui se trouvaient dans le bureau de Foster, le plus important est la liste d'honoraires établis par le cabinet d'avocats de l'Arkansas au moment où Hillary Clinton représentait Madison Guaranty. Pendant deux ans, la Maison-Blanche a affirmé que ces documents, réclamés par voie de citation, étaient perdus. Or, en janvier dernier, ils ont mystérieusement refait surface sur une table de la salle de lecture de la Maison-Blanche.

L'enquête de Starr sur ces questions pourrait déboucher sur des accusations de parjure ou d'entrave à la justice à l'encontre de la première dame des États-Unis ou d'un ou de plusieurs conseillers de la Maison-Blanche.

Il en va de même pour l'affaire Travelgate, dans laquelle Hillary Clinton est soupçonnée d'avoir menti sur son rôle dans le congédiement des membres du personnel de l'agence de voyage de la Maison-Blanche afin de les remplacer par des amis de l'Arkansas.



PHOTO PIERRE CÔTÉ, La Presse

À l'école Saint-Germain, les élèves de Lucie Guénette se préparent pour les examens. Ils sont en première secondaire mais ils ont passé l'année à consolider les acquis du primaire et à apprendre quelques notions de secondaire. Ils sont dans une classe de cheminement particulier conçue pour les élèves confrontés à des problèmes de comportement ou d'apprentissage et qui ont accumulé des retards scolaires.

# Le redoublement scolaire : inefficace et coûteux



Michèle Ouimet

Un chercheur américain a demandé à des enfants de classer leurs peurs à partir d'une liste qu'il avait confectionnée. Leur plus grande peur, ont-ils répondu, est de devenir aveugle, la deuxième est de perdre leur père ou leur mère et la troisième, de doubler leur année à l'école.

« La peur de doubler était choisie avant la peur d'être pris à faire pipi sur sa chaise ou encore d'être surpris en train de voler », écrit Louise Pouliot, une enseignante à la Commission scolaire de Victoriaville et étudiante au doctorat en éducation. Elle a résumé les grandes lignes de l'étude du chercheur américain Yamamoto, effectuée en 1980.

Les enfants détestent doubler et ils réagissent mal lorsque ça leur arrive. Les doubleurs ressentent différents sentiments dont « la tristesse, l'inquiétude, la colère, le désappointement, la démotivation, la peine de perdre ses amis, la honte, la gêne, le constat d'échec, la perte de l'estime de soi », affirme une étude réalisée par le ministère de l'Éducation (MEQ) en 1994.

Les doubleurs doivent aussi supporter les ricanements de leurs camarades. « Curieusement, note le MEQ, on nous a signalé que les élèves faibles, ayant évité le redoublement, seraient ceux et celles qui ont la plus grande propension à rire des élèves doubleurs. »

« Prenez un élève de 14 ans qui a doublé. Depuis qu'il est tout petit qu'il se fait dire qu'il est nono. Dans la classe, il n'ose pas poser de questions », explique Lyne LeBlanc, une enseignante de première secondaire en cheminement particulier (classes pour les élèves qui éprouvent des difficultés de comportement ou d'apprentissage et qui accusent un retard scolaire), à Saint-Germain, une école de la Commission scolaire Sainte-Croix.

« Ils se font taper sur la tête depuis des années », ajoute sa collègue, Lucie Guénette.

## Une mesure inefficace

Non seulement les doubleurs en arrachent mais de plus, les recherches européennes, américaines et canadiennes affirment que le redoublement est une mesure inefficace.

« Les doubleurs ont généralement des résultats supérieurs au cours de l'année doublée, constate une étude du MEQ, réalisée en 1996. Mais les résultats baissent par la suite. Deux ans après l'année doublée, les résultats des doubleurs sont aussi faibles que les résultats des élèves faibles qui, eux, avaient été promus, et ce, même si les doubleurs étaient plus âgés que les autres. »

Le redoublement est une des causes principales du décrochage. À la CECM, au primaire, 60 % des doubleurs finissent par abandonner l'école alors que le taux de décrochage est de 35 % chez les non-doubleurs. Au secondaire, c'est l'hécatombe : 83 % des jeunes qui doublent en première secondaire décrochent par la suite.

Le redoublement est inefficace et il coûte cher : près d'un demi-milliard par année, selon Louise Pouliot.

Pourtant, le Québec fait beaucoup doubler ses élèves : 41,09 % des jeunes de première secondaire sont âgés de 13 ans et plus, ce qui signifie qu'ils ont accumulé du retard. Comme l'école commence à six ans, l'enfant qui ne redouble pas devrait normalement débiter son secondaire à 12 ans.

À l'école Saint-Germain, où travaillent Lucie Guénette et Lyne LeBlanc, plus de la moitié des élèves de première secondaire ont accumulé du retard. À Montréal, c'est la CECM qui a, et de loin, le plus grand nombre de doubleurs : 60 % des élèves de première secondaire ont 13 ans et plus (voir tableau). Toutefois, certains élèves, parmi les immigrants, passent dix mois dans une classe d'accueil pour apprendre le français. Ils accumulent donc forcément du retard et ils gonflent les statistiques des doubleurs.

Au Québec, le nombre de doubleurs peut sembler élevé mais ce n'est rien si on le compare à d'autres pays. Selon une étude réalisée en 1995 et citée dans un document du MEQ, 36 % des élèves de troisième secondaire au Québec accusent du retard — ils ont donc redoublé au moins une fois —, comparé à 26 % pour le Nouveau-Brunswick, 42 % pour la Belgique et 50 % pour la France. En 1989, 50 % des élèves américains de troisième secondaire avaient doublé. Par contre, le redoublement est pratiquement inexistant dans les

pays scandinaves et germaniques.

## Mais que fait-on de tous ces doubleurs ?

À l'école Saint-Germain, située dans un coin pauvre de Saint-Laurent, en banlieue nord-ouest de Montréal, la classe de cheminement particulier de Lucie Guénette est à moitié endormie.

Nous sommes lundi matin et demain, les examens commencent. La période est consacrée à la révision et les élèves posent des questions sur des points qu'ils ont plus ou moins bien compris pendant l'année. Les questions montrent bien l'ampleur des dégâts. Elles touchent des notions de base... la vraie base.

Par exemple, les élèves demandent ce qu'est un nombre premier, un complément du nom, comment diviser 0,25 par 0,5 ou 4 par 7, comment faire la différence entre une proposition et une préposition, un adjectif démonstratif et un adjectif possessif. Ils butent aussi sur les fractions et ne se rappellent plus comment arrondir un nombre au centième près.

« Vous avez remarqué le niveau des questions ? demande Lucie Guénette. Et nous sommes en juin. J'ai des élèves très faibles. »

« J'en ai qui ne peuvent pas écrire une phrase sans faire 10 fautes, renchérit sa collègue Lyne LeBlanc. Par contre, il y en a d'autres qui ne font pratiquement aucune faute mais leur structure est très faible et ils ont de la difficulté à organiser leurs idées. »

« Ils ont des trous, ajoute Lucie Guénette. Certains, par exemple, ont des problèmes avec les accents. Ils arrivent au secondaire et ils me parlent encore du chapeau au lieu de l'accent circonflexe ! »

« D'autres ont de réels troubles d'apprentissage, poursuit Lyne LeBlanc. Lorsqu'on a parlé des planètes, un élève a demandé : "Nous, on vit sur laquelle ?" J'ai une carte du monde, qui est plate évidemment, et un de mes élèves cherchait où étaient les pays en arrière... Parfois, ils ne sont tellement pas là ! Ils sont désorganisés et ils manquent de suivi. »

Au Québec, il y a 42 000 élèves du secondaire inscrits en cheminement particulier, sur un total de 408 000. Mais tous les doubleurs ne se retrouvent pas nécessairement en cheminement particulier. Certains ont simplement besoin de mesures d'appui et ils restent dans des classes régulières.

Les élèves de Lyne LeBlanc et Lucie Guénette éprouvent des difficultés de comportement ou d'apprentissage suffisamment importantes pour être placés dans de petites classes — ils sont entre 15 et 20 élèves — et ils sont encadrés très étroitement par un titulaire qui a une formation d'orthopédagogue.

## Pourcentage d'élèves, en première et cinquième secondaires, qui ont un retard scolaire, dans les huit commissions scolaires de l'île de Montréal

par ordre croissant au 30 septembre 1994

Commission scolaire	Sec. 1	Sec. 5
1. Commission scolaire Lakeshore	11,87	23,67
2. Commission scolaire Baldwin-Cartier	28,67	29,35
3. Commission scolaire Sault-Saint-Louis	36,64	34,00
4. Commission des écoles protestantes du Grand Montréal	37,06	37,62
5. Commission des écoles catholiques de Verdun	45,83	44,24
6. Commission scolaire Jérôme-Le Royer	48,71	33,87
7. Commission scolaire Sainte-Croix	50,25	30,10
8. Commission des écoles catholiques de Montréal(CECM)	61,30	44,40
<b>Province</b>	<b>41,09</b>	<b>31,48</b>

Source : ministère de l'Éducation

Infographie La Presse

Un élève qui est inscrit dans un groupe de cheminement particulier temporaire devrait normalement retourner au régulier après un an ou deux. Mais certains ne réussissent pas à s'intégrer et ils passent alors en cheminement particulier continu, un cran en-dessous, une voie qui mène tout droit au marché du travail.

## Vie familiale et pauvreté

Plusieurs doubleurs ont une vie familiale difficile et le lien entre les doubleurs et la pauvreté a été clairement établi par les études du MEQ.

Mohammed (nom fictif), par exemple, un élève de Lucie Guénette, est déchiré entre son père et sa mère qui se disputent constamment sa garde. C'est lui qui joue l'intermédiaire entre ses parents. « Ils se sont mariés et divorcés trois fois, raconte Lucie Guénette, et Mohammed vit là-dedans depuis des années. C'est un enfant fragile qui n'a ni frère ni soeur et il a accumulé des retards au primaire. »

Il y a aussi le cas de François, un petit Québécois pure laine. Lui, c'est un manuel, mais sa mère n'en a que pour sa fille qu'elle trouve si fine et si brillante. En fait, elle n'accepte pas les limites intellectuelles de son fils qui ne manifeste d'ailleurs aucun intérêt pour l'école.

« C'est un autodidacte, raconte Lyne LeBlanc. Un rough and tough, un gros nounours qui était violent au primaire. Aujourd'hui, quand il se sent violent, il s'isole et va respirer un bon coup. Il a accumulé des retards, ses parents ne le valorisent

pas et il est surprotégé, collé sur les jupes de sa mère. Mais je ne suis pas inquiète pour lui. Il va bien réussir dans la vie et il veut apprendre un métier. C'est juste qu'il apprend autrement. »

En cheminement particulier, les problèmes sont multiples et complexes et les enseignantes comme Lyne LeBlanc et Lucie Guénette travaillent avec des psychologues, des orthophonistes, des psycho-éducateurs, des éducateurs spécialisés et des travailleurs sociaux.

Malgré tout, « il y en a qui ne pourront jamais réussir dans le système régulier », affirme la directrice adjointe de Saint-Germain, Andrée Bourassa.

En attendant, les élèves de Lucie Guénette bûchent et posent des questions sur la nature des mots, les compléments du nom et les fractions, mais au bout d'une heure à peine, leur attention se relâche. Ils sont fatigués. Peter plie des feuilles, Jean-François parle à son voisin, Mohammed se fait mettre à la porte parce qu'il n'écoute pas et fait des pitreries. Le lendemain, ce sont les examens. Combien réussiront ?

« Environ la moitié », croit Lucie Guénette.

Ceux qui vont échouer ne pourront probablement jamais intégrer une classe régulière et obtenir leur diplôme d'études secondaires. Ils vont se ramasser en cheminement particulier continu pour apprendre un métier. Et ça, dit Lucie-Guénette, ça oriente une vie.

# Monde

L'EXPRESS  
INTERNATIONAL



CLINTON

## Énorme avance

■ L'accumulation des scandales et leur exploitation forcée par les républicains n'ont apparemment pas eu d'impact sur les Américains, puisqu'au terme d'une semaine noire, Bill Clinton conserve une énorme avance dans les sondages pour l'élection présidentielle de novembre. Le fait que l'écart entre M. Clinton et son rival républicain dans la course à la Maison-Blanche, Bob Dole, reste stable aux alentours de 20 points prouve que la question de l'honnêteté et de la moralité du président n'a pas dans le public l'écho que les Républicains escomptaient, du moins pour l'instant. Un sondage USA-Today indiquait hier que M. Clinton dispose toujours d'environ 20 points d'avance sur M. Dole (57 % contre 38 %).

d'après AFP

RWANDA

## Des millions promis

■ La communauté internationale s'est engagée hier à Genève à accorder 617 millions de dollars pour favoriser la reconstruction du Rwanda laissé exsangue par un génocide qui a fait un demi-million de morts. Les 30 pays participant à cette table ronde de deux jours en présence du premier ministre rwandais Célestin Rwigyema lui ont ainsi donné quitus pour une amélioration des indicateurs économiques et le rétablissement de l'ordre sur le territoire, malgré les incursions meurtrières d'extrémistes qui ont une nouvelle fois été dénoncées. Les donateurs se sont par contre émus de la lenteur à juger les auteurs présumés du génocide et du sort des 1,5 million de réfugiés rwandais.

d'après AFP

IRAK

## Complexe biologique

■ Le principal complexe de production d'armes bactériologiques en Irak a été totalement détruit par des experts de l'ONU, a-t-on appris hier auprès du bureau onusien à Bagdad. Une équipe de la Commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak (UNSCOM), composée de vingt experts, « a achevé le démantèlement de l'usine d'Al-Hakam (à environ 80 km au sud de Bagdad), d'une superficie de 18 km<sup>2</sup>. La destruction de l'usine avait commencé à la mi-mai avec l'aide de techniciens irakiens. Les installations de l'usine démantelée étaient soumises depuis plusieurs années à la surveillance des caméras de l'UNSCOM. Cette annonce intervient alors que le chef de l'UNSCOM, Rolf Ekeus, effectue une mission délicate à Bagdad pour convaincre les Irakiens de permettre l'inspection de plusieurs sites.

d'après AFP

ULSTER

## Heurts à Belfast

■ Des heurts se sont produits hier soir entre la police et des catholiques qui s'opposaient au passage d'une marche loyaliste protestante dans un quartier du nord de Belfast. Quelque 500 riverains catholiques s'étaient rassemblés sur le passage prévu d'une marche de l'Ordre d'Orange, dans le quartier de Cliftonville, une poche d'habitations catholiques dans une zone de Belfast majoritairement protestante et empêchaient tout passage. La police, en tenue anti-émeutes, a chargé par vagues successives, attrapant un à un les riverains pour évacuer un carrefour et dégager le passage pour la marche protestante.

d'après AFP

ALLEMAGNE

## Magasinage

■ Les députés allemands ont brisé hier un vieux tabou en votant l'allongement des horaires d'ouverture des magasins, jusqu'ici parmi les plus restrictifs d'Europe, après des mois de débats acharnés sur la capacité de l'Allemagne à moderniser son commerce. La loi, adoptée de justesse — 327 voix pour, 321 contre et 3 abstentions — doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 1996.

d'après AFP

# La guerre du boeuf est terminée

## L'Union européenne va libérer Londres de l'embargo

d'après AFP et Reuter  
FLORENCE

La guerre du boeuf, résultant de la crise de la « vache folle » qui empoisonnait la vie de l'Union européenne (UE) depuis un mois, est terminée grâce à un accord obtenu hier au Sommet de Florence entre Londres et ses quatorze partenaires européens.

Le premier ministre britannique John Major a accepté le plan de la Commission européenne sur une levée progressive de l'embargo sur les exportations de viande bovine britannique vers le reste de l'Union et les pays tiers, en vigueur depuis le 27 mars dernier.

Simultanément, le Royaume-Uni a annoncé qu'il cessait immédiatement sa politique de non-coopération dans les institutions communautaires, ce qui a permis aux dirigeants de l'UE de parvenir à un accord politique sur la Convention Europol, qui doit doter l'Union d'une police commune contre le crime organisé.

Tout le monde s'est montré satisfait de cet accord sur le boeuf qui permet aux chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union de parler d'action concertée contre le chômage et de la manière de progresser sur la voie de la réforme des institutions européennes dans la perspective d'un élargissement à l'Est à partir de l'an 2000, thème qui sera abordé lors d'un sommet informel en octobre à Dublin.

Les Quinze ont également décidé de renvoyer au prochain sommet européen de Dublin en décembre « toutes les décisions en suspens » sur la monnaie unique dont le passage est prévu le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

S'efforçant de sauver la face, M. Major s'est déclaré « très content » de l'accord sur le boeuf qui, selon



PHOTO AP

Le drame politique de la vache folle ayant pris fin, cela vaut bien un moment de détente, semble signifier le président français Jacques Chirac, lors d'un déjeuner offert par son homologue italien Oscar Luigi Scalfaro à Florence.

lui, laisse aux Britanniques la maîtrise du calendrier sur les mesures à prendre, ce que contestent les autres pays. Il a dû se satisfaire d'un texte qui, selon un diplomate, ressemble fort à une « feuille de vigne ». « Major avait besoin d'un document pour céder », a expliqué un haut fonctionnaire de la Commission. Sa situation était en fait devenue intenable.

Satisfaits, les quatorze partenaires de Londres estiment que l'accord, basé sur la proposition de la Commission européenne, n'a fait aucune concession au Royaume-

Uni. Les Britanniques n'ont obtenu aucun calendrier et aucun engagement de la part de leurs partenaires.

L'embargo pourra être levé étape par étape, produit par produit mais à condition que la Grande-Bretagne mette en oeuvre un programme d'éradication de la « vache folle » qui passe par un abattage de près de 150 000 bêtes présentant un risque de contamination. Ce programme doit être soumis pour approbation la semaine prochaine aux Communes.

L'autorisation sera en outre soumise à un avis préalable du Comité

vétérinaire permanent de l'UE et d'un comité de scientifiques sur la base d'une proposition de la Commission européenne.

En clair, tant que Londres ne satisfait pas aux conditions imposées, l'embargo sera maintenu. « Cela risque de prendre un certain temps » a souligné un responsable européen.

L'Allemagne a fait savoir qu'elle maintiendrait au moins jusqu'en septembre prochain son embargo total sur tous les produits bovins britanniques, y compris les produits dérivés comme les gélatines et les suifs.

# L'emprise américaine sur l'ONU : chantage ?

d'après AFP  
NEW YORK

L'ONU, déjà en difficulté financière, risque de souffrir un peu plus dans les prochains mois d'un conflit ouvert entre son secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, et le gouvernement américain qui exerce une emprise quotidienne sur la plus grande organisation mondiale, selon des responsables onusiens.

Une période d'incertitude s'est ouverte après l'annonce jeudi par

les États-Unis de leur opposition totale à la réélection de M. Boutros-Ghali, 73 ans, qu'ils jugent incapable de « réformer » la bureaucratie de l'ONU.

« Où est l'argent ? », demande amèrement un haut fonctionnaire international, dans une allusion au non-paiement par Washington d'importants arriérés à l'ONU (1,6 milliard \$ US sur un total de 2,6 milliards dus par l'ensemble des États membres).

On va avoir « des mois difficiles » et « l'organisation pâtira » d'une éventuelle épreuve de force autour de M. Boutros-Ghali, qui deviendrait « l'unique sujet » de débat, a ajouté ce responsable, qui a préféré garder l'anonymat. « Ils vont encore nous presser (...) mais, de toutes les façons, ils nous

pressaient déjà ».

Selon des sources internes à l'organisation, les États-Unis, qui avaient l'intention d'effectuer « quelques paiements » d'ici la fin de l'année, « pourraient retenir cet argent » pour bien faire comprendre au reste du monde que la contribution américaine est effectivement liée aux « changements nécessaires » aux Nations unies.

Depuis un an, le gouvernement de Washington, sous la pression du Congrès, a pratiquement asphyxié l'ONU. « Lorsque le principal contributeur est en même temps le principal débiteur et que l'argent ne rentre pas, les choses ne tournent plus », dit un fonctionnaire.

Le « chantage de l'argent », couplé au droit de veto (l'arme absolue au Conseil de sécurité), s'est

révéillé efficace, estiment certains diplomates en notant que le non-paiement des arriérés américains avait forcé M. Boutros-Ghali à prendre des mesures d'austérité, tout en entraînant une diminution de l'influence de l'organisation à l'échelle internationale.

Les États-Unis, qui sont aujourd'hui l'unique super-puissance, rêvent d'avoir les coudees plus franches aux Nations unies, un « instrument » censé servir leurs intérêts nationaux, selon des diplomates. L'ONU — organisation qu'ils ont largement façonnée à la fin de la Seconde Guerre mondiale — résiste parfois, avec des prises de position pro-palestiniennes ou pro-cubaines, « ce qui les agace », dit un fonctionnaire.

REPÈRES / BULGARIE

# Une thérapie de choc désastreuse

VÉRONIQUE PASQUIER  
collaboration spéciale  
SOFIA

Comment deviner, en flânant sous les tilleuls parfumés de Sofia, que la Bulgarie traverse sa crise la plus grave depuis la chute du communisme ?

La capitale a ses jeunes élégantes, ses ados branchés et rieurs, des montres et des chaussures suisses, des boutiques agencées avec goût. Place Slaveikov, la foule se presse à la « république des livres », foire permanente en plein air où les vendeurs amènent leur marchandise dans des cartons Chiquita.

Ce début d'été ne manque pourtant pas d'agitation. Le 7 juin, une colonne de vieux taxis dépareillés a encore klaxonné jusqu'au parlement pour dénoncer la hausse vertigineuse du prix de l'essence, certains chauffeurs menaçant de « bloquer la ville si la politique du gouvernement ne change pas ». Près d'un million de travailleurs, le huitième de la population, ont suivi une grève d'avertissement.

Jean Videnov, premier ministre de 37 ans, leur a sacrifié quelques membres du cabinet socialiste. Mais les ex-communistes sont aux abois. Incapables de payer l'intérêt (1,2 milliard \$ US) d'une lourde

dette, ils doivent prouver d'ici juillet au Fonds monétaire international (FMI) que leur rigueur mérite un ballon d'oxygène. Or le brusque passage à la thérapie de choc ne suscite dans le pays que sarcasmes et irritation.

« Le gouvernement veut faire en un mois ce qu'il devait commencer il y a un an », ironise Krasimir Momtchev, député de l'Union des forces démocratiques qui domine l'opposition. « Il a perdu la confiance du public, des financiers et du marché », surenchérit un économiste. Videnov, « médecin malgré lui » joue seul dans la réforme qui est son va-tout.

Les choses avaient bien commencé pour Jean Videnov, doté fin 1994 de la majorité absolue par un électoral las des querelles de la droite et du coût social des changements. Ceux qui doutent du réformisme de cet apparatchik éduqué à Moscou et de sa vieille garde voient pourtant vite leurs craintes confirmées.

L'initiative privée — qui a pris son élan en 1991 sous un éphémère cabinet libéral — est freinée, le collectivisme revalorisé dans l'agriculture et le déficit des entreprises d'État couvert par le budget, absorbant 20 % du produit national. Trompée par un début de reprise, l'autorité laisse entendre en 1995 que la Bulgarie n'a pas besoin de crédits internationaux.

Le réveil est brutal. Début 1996 éclate le scandale du blé, qui deviendra brièvement en mai une pénurie de pain traumatisante pour le pays céréalière. Le gouvernement doit importer à grands frais afin de compenser les exportations massives réalisées en automne par des sociétés liées à la nébuleuse économique « Orion » que Jean Videnov définit comme un groupe d'amis. Pis : la crise des banques, grevées de prêts douteux, éclate au grand jour. Malgré les garanties officielles, les épargnants vident leurs comptes. En vain la Banque nationale dépense la moitié de ses maigres réserves (700 millions \$ US) pour soutenir le lev, qui perd presque 100 % de sa valeur en deux mois.

Le désastre oblige la Bulgarie à augmenter ses impôts et à se plier aux conditions des institutions internationales : fermeture de 64 entreprises occupant 30 000 personnes, coupure des crédits pour 70 autres, dont les compagnies de transports et d'électricité contraintes de relever sensiblement leurs prix.

« Nous ne sommes pas contre une réforme radicale », assure Ivan Neikov, vice-président de la Confédération des syndicats indépendants dont 80 % des membres vivent en-dessous du minimum vital dépassant le salaire moyen de 9400 leva (70 dollars). « Mais, d'ici la

fin de l'année, plus de 100 000 familles seront touchées par les restructurations, et les licenciés n'ont pas de perspectives. »

L'équipe Videnov « a détruit le changement » et découragé la création d'emplois, confirme le sociologue Vassil Garnizov. Blâmant la bureaucratie, le fabricant de véhicules Rover, un des rares pourvoyeurs de capitaux étrangers (800 millions \$ US), a jeté l'éponge en avril. Selon le chercheur, « il est désormais très difficile de faire revivre la patience et l'espérance. » Les vêtements s'usent — comment payer des chaussures 45 dollars avec une retraite plafonnant à 40 ? — et les réserves s'épuisent. Quand s'achèveront le divertissement des JO et les récoltes où les parents de la ville prélèvent leur quote-part, l'inflation commencera à mordre. L'automne s'annonce chaud.

L'opposition, qu'un sondage met à égalité avec les socialistes, attend son heure en laissant Jean Videnov prendre les mesures impopulaires. La majorité divisée, qui pourrait écarter le premier ministre une fois les 465 millions \$ US du FMI encaissés, tentera de durer jusqu'en 1998. Sans trop d'illusion. Déjà, l'adversaire serre les rangs pour affronter des élections anticipées et former... le huitième gouvernement de la Bulgarie démocratique.

## Israël veut contrôler la sécurité à Hébron

d'après AFP  
JÉRUSALEM

Le premier ministre Benjamin Netanyahu a repoussé hier une décision sur l'évacuation de l'armée israélienne de Hébron, alors que les indications se multiplient sur la volonté d'Israël de garder le contrôle de la sécurité dans cette ville de Cisjordanie.

Selon la radio publique, les responsables militaires ont proposé au cours de consultations menées par M. Netanyahu que l'armée conserve la responsabilité globale de la sécurité dans la ville même en cas d'un retrait de 80 % de la superficie de la ville.

Cette proposition, si elle était appliquée, constituerait une violation des accords d'autonomie conclus entre le gouvernement travailliste de Shimon Peres et l'OLP. Le texte prévoit en effet que Hébron, dernière ville importante de Cisjordanie à vivre sous occupation israélienne, passera sous le contrôle de l'Autorité palestinienne comme cela a été le cas pour sept autres localités de Cisjordanie où des policiers palestiniens ont remplacé les soldats israéliens.

La proposition de l'armée aboutirait à la création d'une force de police palestinienne dans la partie de la ville évacuée, tandis que l'armée israélienne conserverait le dernier mot en cas de conflit. Ce statut est actuellement appliqué dans quelques 400 villages de Cisjordanie.

Mais M. Netanyahu a décidé hier de reporter la décision finale sur ce dossier à l'issue des consultations menées également avec les ministres des Affaires étrangères et de la Défense, David Lévy et Yitzhak Mordehai. Le redéploiement de Hébron a déjà pris près de trois mois de retard sur le scénario prévu par les accords d'autonomie.

La télévision a indiqué que les collaborateurs de M. Netanyahu préparaient une liste des « violations » des accords commis par l'Autorité palestinienne pour justifier un « mini-redéploiement » et surtout le maintien du contrôle de la sécurité par l'armée israélienne sur toute la ville de Hébron.

À Washington, le département d'État a rappelé hier que les États-Unis attendent du nouveau premier ministre israélien qu'il tienne la promesse de ses prédécesseurs au sujet de Hébron. « Nous pensons qu'Israël doit respecter, à propos de Hébron et d'autres sujets, ses engagements internationaux », tout comme ses partenaires arabes, a déclaré le porte-parole Nicholas Burns.

Quelque 450 colons juifs sont installés au cœur de Hébron, où vivent plus de 120 000 Palestiniens. Selon les accords d'autonomie, l'armée doit rester uniquement dans les quartiers où les colons sont installés, ainsi qu'autour du Caveau des Patriarches, lieu saint du judaïsme et de l'islam.

## Le sommet arabe va tendre la main à Netanyahu pour parachever la paix

Agence France-Presse  
LE CAIRE

Les dirigeants arabes vont, lors de leur sommet ce week-end au Caire, tendre la main à Israël pour parachever le processus de paix en dépit de l'arrivée au pouvoir du chef de la droite Benjamin Netanyahu, auquel le président égyptien a donné un crédit favorable.

« Je pense que Netanyahu ne va pas dévier de la voie de la paix », a déclaré à la presse le président Hosni Moubarak, à la veille de l'ouverture du sommet. Il a ajouté : « Nous souhaitons que le processus de paix se poursuive car il n'y a pas d'autre voie. »

M. Moubarak s'exprimait après avoir accueilli à l'aéroport du Caire plusieurs dirigeants arabes participant au sommet, convoqué pour coordonner les positions arabes face au gouvernement de M. Netanyahu.

Les ministres des Affaires étrangères ont discuté, en réunion préparatoire, d'un projet égyptien de résolutions stipulant que la paix est « une option stratégique » arabe qui « recommande un engagement similaire de la part d'Israël ». Le texte, dont l'AFP a obtenu une copie, « soutient l'établissement d'un État palestinien avec la partie arabe de Jérusalem comme capitale ».



PHOTO REUTERS

Le président égyptien Hosni Moubarak (à g.) a accueilli hier au Caire le roi Hussein de Jordanie. La capitale égyptienne sera le théâtre ce week-end du plus important sommet arabe depuis la guerre du Golfe.

M. Moubarak a exclu tout gel de la normalisation entre les pays arabes et Israël, envisagé notamment par la Syrie. « Nous n'avons pas discuté cette question, ce n'est pas à l'ordre du jour, n'écoutez pas les rumeurs qui circulent ici ou là », a-t-il dit, affirmant qu'« il n'y a pas de lien entre le sommet et la normalisation ». « La normalisation se poursuit », a-t-il assuré.

Ainsi, M. Moubarak accède implicitement à un appel à la modération de son homologue israélien David Lévy mais aussi des États-Unis. Son ministre des Affaires étrangères Amr Moussa affirmait peu auparavant qu'« il n'y aura pas

de message de menace ni de mise en garde ».

Toutefois, selon le projet de résolutions, le sommet s'en tiendra au principe de « la terre en échange de la paix » auquel s'attachent la plupart des pays arabes, notamment la Syrie qui a vivement dénoncé le programme politique du gouvernement Netanyahu opposé à « toute concession territoriale ».

Mais le projet, qui suscite des controverses, devait faire l'objet de deux nouvelles réunions des chefs de la diplomatie arabe hier soir et ce matin, a-t-on appris auprès de participants.

# Faites parler vos voisins!

« Pourquoi payer plus cher? Les Contour et Mystique coûtent des milliers de dollars de moins que la Honda Accord et l'Altima de Nissan. »

# 16 695\$

Remise de 1 000 \$ du fabricant incluse. TPS et TVQ sur le plein prix d'achat avant déduction de la remise. Transport (720 \$), immatriculation et taxes en sus.

## Ford Contour GL Sport 96

Groupe d'équipements préférés 331A

Moteur Zetec 16 soupapes  
Climatiseur

### Ensemble sport

- Phares antibrouillard
- Volant inclinable gainé cuir
- Pommeau du levier de vitesses gainé de cuir
- Jantes en aluminium de 15 po (peuvent différer de celles illustrées)

### Confort et sécurité

- Deux sacs gonflables
- Sécurité-enfants aux portes arrière
- Glaces teintées
- Rétroviseurs extérieurs chauffants à commande électrique
- Conduits de chauffage au siège arrière
- Radio AM/FM stéréo électronique
- Télécommande d'ouverture du coffre et de la trappe à carburant

Offre d'une durée limitée

## Mercury Mystique GS Sport 96

Groupe d'équipements préférés 321A

PROGRAMME POUR DIPLÔMÉS: Obtenez un rabais supplémentaire de 750 \$. Voyez votre concessionnaire pour les détails.

Commanditaire officiel des  
Expos de Montréal



Vos concessionnaires Ford et vos  
concessionnaires Lincoln Mercury

